

**ARCHIVES HISTORIQUES
DE LA COMMISSION**

**COLLECTION RELIEE DES
DOCUMENTS "COM"**

COM (87)567

Vol. 1987/0281

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

Bruxelles, le 6 novembre 1987

COM(87) 567

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/1355/87

Délai :

VENDREDI 13 NOVEMBRE 1987 - 12H

MICHEL
Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Régime d'exportation de certains déchets et débris de métaux non ferreux

Proposition de MM. DE CLERCQ, NARJES et LORD COCKFIELD

Décision proposée :

Approuver le projet de proposition de règlement du Conseil relatif au régime d'exportation de certains déchets et débris de métaux non ferreux

. Accompagné d'un exposé des motifs

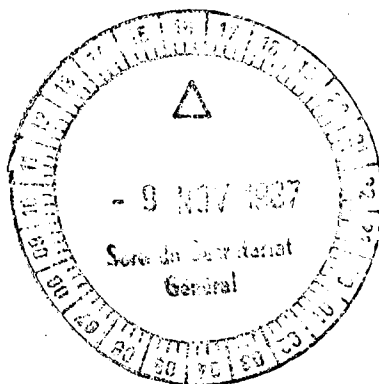
Commentaire

Ce projet de règlement vise à reconduire le régime de surveillance en vigueur en 1987 pour les déchets d'aluminium et de plomb.

R. GACHOT
Directeur

Copies à : MM. KRENZLER, BRAUN, VILAR, DEWOST

p.j.



NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) générale(s) responsable(s) : RELATIONS EXTERIEURES

Services associés :
- pour accord -

MARCHE INTERIEUR ET AFFAIRES INDUSTRIELLES : ACCORD

UNION DOUANIÈRE ET FISCALITE INDIRECTE : ACCORD

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE : Avis favorable

(sous réserve d'une dernière
vérification du texte)

Langue originale : FR.

Le document est disponible au Secrétariat général (Berl. 11/101)
pour consultation dans toutes les langues officielles.

ANNEXE CALENDRIER

DATE DE LA DECISION DU CONSEIL :

au plus tard lors de la session des 23/24 novembre 1987.

La consultation du Parlement européen n'est pas suggérée.

L'information du Parlement sera assurée dans le cadre de la
procédure de l'article 113.

*

I. Quelle est la justification principale de la mesure ?

Sauvegarder l'approvisionnement communautaire de certains déchets de métaux non ferreux.

II. Caractéristiques des entreprises concernées

En particulier :

- Y a-t-il un grand nombre de PME ? NON

- note t'on des concentrations dans des régions :

- éligibles aux aides régionales des E.M. ? NON

- éligibles au Feder ? NON

III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?

AUCUNE

IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées indirectement aux entreprises via les autorités locales ?

Limitation des exportations vers les pays tiers des entreprises exportatrices.

V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON

- Lesquelles ?

VI. Quel est l'effet prévisible ?

- sur la compétitivité des entreprises ?

Assurer le maintien de l'approvisionnement de l'industrie.

- sur l'emploi ?

Aucun.

VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON

- avis des partenaires sociaux

COMMUNICATION A LA COMMISSION

La présente proposition a pour but d'instaurer pour 1988 :

- un régime de surveillance à l'exportation des déchets et débris d'aluminium et de plomb ;
- un régime de contingentement à l'exportation de cendres et résidus et de déchets et débris de cuivre.

Cette proposition est basée sur le règlement du Conseil 2603/69 portant établissement d'un régime commun applicable aux exportations.

Des dispositions similaires sont en vigueur pour 1987. Leur maintien, pour l'année prochaine, se justifie par la persistance sur le marché communautaire de difficultés analogues à celles qui ont motivé la mise en oeuvre du régime 1987 :

- nécessité de surveiller les exportations de déchets de plomb et d'aluminium, de façon à pouvoir intervenir si un accroissement trop rapide de ces exportations menaçait l'approvisionnement des industries communautaires de raffinage ;
- nécessité de continger les exportations de cendres et résidus ainsi que de déchets et débris de cuivre, étant donné que les raffineurs de la Communauté continuent à être confrontés à des difficultés d'approvisionnement en matière cuivreuse.

Projet de proposition de
REGLEMENT (CEE) NO DU CONSEIL

du relatif au régime d'exportation
de certains déchets et débris de métaux non ferreux.

Historical Archives of the European Commission

EXPOSE DES MOTIFS

1. Aux termes du règlement (CEE) no 4052/86 du Conseil du 22 décembre 1986 (1) les exportations de déchets et débris d'aluminium et de plomb (TDC 7601 B et 7801 B) ont été soumises pour 1987 à un système de surveillance qui comporte une autorisation préalable à délivrer selon certaines modalités.

Les exportations de cendres et résidus de cuivre ainsi que de déchets et débris de cuivre (TDC ex 2603 et 7401 D) ont fait l'objet, pour 1987, d'un contingentement ; de plus, conformément à l'article 45 de l'Acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, les exportations de ces produits vers l'Espagne de la Communauté à 10 ont été également limitées.

2. La Commission estime que, compte tenu des dispositions du règlement 2603/69 portant établissement d'un régime commun applicable aux exportations (2) et de l'examen du marché communautaire de ces produits, le régime de surveillance en vigueur en 1987 pour les déchets d'aluminium et de plomb doit être reconduit.

3. En ce qui concerne les cendres et résidus ainsi que les déchets et débris de cuivre, la Commission est d'avis que les contingents à l'exportation vers les pays tiers doivent être maintenus.

En effet, les raffineurs de cuivre de la Communauté continuent à être confrontés à des difficultés d'approvisionnement en matières cuivreuses (concentrés, cendres et résidus, déchets et débris de cuivre blister) ; ces difficultés découlent d'une part de la vulnérabilité structurelle de l'auto-approvisionnement des produits en cause (65 % d'apports nets extérieurs) et d'autre part des distorsions créées sur le marché international par la politique commerciale de certains pays tiers ; de plus,

(1) J.O. no L 377/31 du 31.12.86

(2) J.O. no L 324/25 du 27.12.69

dans l'état actuel de déséquilibre des mesures tarifaires et non tarifaires dans le secteur du cuivre, le risque de pénurie reste concret.

En ce qui concerne les limitations fixées en 1987 (comme en 1986) pour les exportations vers l'Espagne de la Communauté à dix, ces limitations doivent être supprimées.

En effet, l'Article 45, paragraphe 4, de l'Acte d'Adhésion stipule que si pendant les années 1986 et 1987 les exportations des dix ont été inférieures à 90 % des contingents, ceux-ci doivent être abolis au 1er janvier 1988. Or, pendant les deux années en cause, ces exportations ont été largement en-dessous de 90 % des deux contingents.

4. Le Comité Consultatif du règlement 2603/69 a été consulté. Tous les Etats membres présents ont émis un avis favorable pour le maintien de la surveillance pour les déchets d'aluminium et de plomb. En ce qui concerne les cendres et déchets de cuivre, deux Etats membres ont indiqué qu'ils souhaitaient en principe le remplacement des contingents par un système de surveillance.

La Commission estime nécessaire le maintien de ces deux contingents avec une certaine augmentation.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'adopter la proposition de règlement ci-jointe.

RÈGLEMENT (CEE) N°
DU CONSEIL
du

relatif au régime d'exportation de certains déchets et débris de métaux non ferreux

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2603/69 du Conseil, du 20 décembre 1969, portant établissement d'un régime commun applicable aux exportations ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1934/82 ⁽²⁾, et notamment son article 7,

vu le règlement (CEE) n° 1023/70 du Conseil, du 25 mai 1970, portant établissement d'une procédure commune de gestion des contingents quantitatifs ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, et notamment son article 2,

vu la proposition de la Commission,

considérant que, par le règlement (CEE) n° 4052/86 ⁽⁴⁾, les exportations de déchets et débris d'aluminium et de plomb ont été subordonnées pour 1987 à une autorisation préalable d'exportation à délivrer par les autorités compétentes des États membres selon des modalités déterminées; que ce régime expire le 31 décembre 1987 et qu'il convient de le maintenir pour 1988 afin de pouvoir suivre de près l'évolution des exportations des produits en question;

considérant que les raffineurs de la Communauté continuent à être confrontés à des difficultés d'approvisionnement sur l'ensemble des matières cuivreuses; que ces difficultés découlent notamment de l'état actuel de déséquilibre des mesures tarifaires et non tarifaires sur le marché mondial du cuivre; qu'il convient, en conséquence, de maintenir en 1988, pour les exportations des cendres et résidus ainsi que des déchets et débris de cuivre, le système de contingentement en vigueur en 1987 au titre du règlement (CEE) n° 4052/86 ;

considérant que les estimations des besoins constituent un bon critère de répartition des contingents entre pays tiers;

considérant que les dispositions concernant le contrôle du trafic intracommunautaire prévues par le règlement (CEE) n° 223/77 de la Commission, du 22 décembre 1976, portant dispositions d'application ainsi que mesures de simplification du régime du transit communautaire ⁽⁵⁾, ne s'appliquent que pour autant que les mesures instituant les restrictions à l'exportation en prévoient l'application;

considérant que le comité institué par le règlement (CEE) n° 2603/69 a été consulté,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

1. Pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1988, les exportations de déchets et débris d'aluminium relevant de la sous-position 760200 de la nomenclature combinée et de déchets et débris de plomb relevant de la sous-position 780200 de la nomenclature en provenance de la Communauté, sont subordonnées à la présentation d'une autorisation d'exportation à délivrer par les autorités compétentes des États membres. Cette autorisation doit être délivrée sans frais, pour toutes les quantités demandées, sous réserve des dispositions qui suivent.

2. L'autorisation d'exportation est délivrée dans un délai maximal de quinze jours ouvrables après le dépôt de la demande, sur présentation par le demandeur d'un contrat de vente pour l'ensemble des quantités demandées.

L'autorisation est valable pour une durée de deux mois.

3. Chaque État membre communique à la Commission, au cours des quinze premiers jours de chaque mois:

- les quantités en tonnes et les prix des produits ayant fait l'objet d'autorisations d'exportation délivrées au cours du mois précédent;
- les quantités en tonnes des produits ayant fait l'objet d'exportations au cours du mois précédant le mois visé au point a);

⁽¹⁾ JO n° L 324 du 27. 12. 1969, p. 25.

⁽²⁾ JO n° L 211 du 20. 7. 1982, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 124 du 8. 6. 1970, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 377 du 31.12.86, p. 31

⁽⁵⁾ JO n° L 38 du 8. 2. 1977, p. 20.

- c) les quantités en tonnes dont l'exportation autorisée ou réalisée s'effectue dans le cadre d'opérations de perfectionnement actif ou passif;
- d) les pays tiers de destination.

La Commission en informe les États membres.

Article 2

Pour l'année 1988 sont instaurés les contingents communautaires à l'exportation suivants:

(en tonnes)

Position de la Nomenclature combinée	Désignation des marchandises	Quantités
ex 2620	Cendres et résidus de cuivre et de ses alliages	28.500
ex 740400	Déchets et débris de cuivre et de ses alliages	36.280

mesure où des marchandises répondant aux conditions des articles 9 et 10 du traité ne sont pas entrées dans la fabrication desdits produits compensateurs;

- b) lorsque ces marchandises, non conformes aux articles 9 et 10 du traité, sont exportées à la suite de leur placement dans des entrepôts douaniers, conformément à la directive 69/74/CEE du Conseil, du 4 mars 1969, concernant l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives au régime des entrepôts douaniers⁽²⁾, ou dans des zones franches conformément à la directive 69/75/CEE du Conseil, du 4 mars 1969, concernant l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives au régime des zones franches⁽³⁾.

L'article 1^{er} paragraphe 3 points c) et d) s'applique.

2. Les exportations temporaires des marchandises visées à l'article 2 sont imputées sur la quote-part de l'État membre d'exportation.

Toutefois, une décision permettant la non imputation par utilisation du régime de perfectionnement passif prévu par le règlement (CEE) no 2473/86⁽⁴⁾, peut être arrêtée selon la procédure prévue à l'article 11, paragraphes 2 et 3 du règlement (CEE) no 1023/70.

Article 5

Le titre III du règlement (CEE) n° 223/77 s'applique à la circulation à l'intérieur de la Communauté des produits visés à l'article 2.

Article 3

Les contingents fixés à l'article 2 sont répartis selon les estimations des besoins.

Article 4

1. Ne sont pas imputées sur la quote-part de l'État membre d'exportation les exportations de marchandises visées à l'article 2:

- a) lorsque ces marchandises sont exportées, en l'état ou en tant que produits compensateurs, à la suite du régime de perfectionnement actif, système de la suspension, prévu par le règlement (CEE) n° 1999/85⁽¹⁾, dans la

Article 6

Le Conseil détermine en temps utile, et en tout cas avant le 31 décembre 1988 les mesures qui doivent être prises après l'expiration du présent règlement pour l'exportation des produits visés aux articles 1 et 2.

Article 7

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1988 et expire le 31 décembre 1988.

⁽¹⁾ JO n° L 188 du 20. 7. 1985, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 58 du 8. 3. 1969, p. 7

⁽³⁾ JO n° L 58 du 8. 3. 1969, p. 11

⁽⁴⁾ JO n° L 212 du 2.8.1986, p. 1

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

Le président

Historical Archives of the European Commission

TEXTE D

Bruxelles, le 6 novembre 1987

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/1355/87

Délai :

VENDREDI 13 NOVEMBRE 1987 - 12H

MICHEL

Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Régime d'exportation de certains déchets et débris de métaux non ferreux

Proposition de MM. DE CLERCQ, NARJES et LORD COCKFIELD

Décision proposée :

Approuver le projet de proposition de règlement du Conseil relatif au régime d'exportation de certains déchets et débris de métaux non ferreux

. Accompagné d'un exposé des motifs

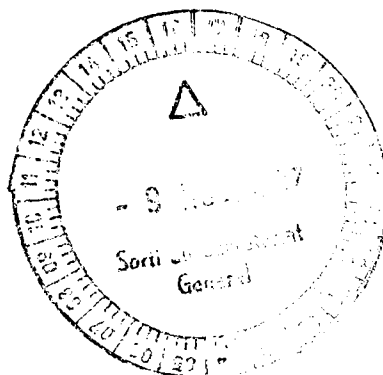
Commentaire

Ce projet de règlement vise à reconduire le régime de surveillance en vigueur en 1987 pour les déchets d'aluminium et de plomb.

R. GACHOT
Directeur

Copies à : MM. KRENZLER, BRAUN, VILAR, DEWOST

p.j.



NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) générale(s) responsable(s) : RELATIONS EXTERIEURES

Services associés :
- pour accord -

MARCHE INTERIEUR ET AFFAIRES INDUSTRIELLES : ACCORD

UNION DOUANIERE ET FISCALITE INDIRECTE : ACCORD

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE : Avis favorable

(sous réserve d'une dernière
vérification du texte)

Langue originale : FR.

Le document est disponible au Secrétariat général (Berl. 11/101)
pour consultation dans toutes les langues officielles.

ANNEXE CALENDRIER

DATE DE LA DECISION DU CONSEIL :

au plus tard lors de la session des 23/24 novembre 1987.

La consultation du Parlement européen n'est pas suggérée.

L'information du Parlement sera assurée dans le cadre de la procédure de l'article 113.

I. Quelle est la justification principale de la mesure ?

Sauvegarder l'approvisionnement communautaire de certains déchets de métaux non ferreux.

II. Caractéristiques des entreprises concernées

En particulier :

- Y a-t-il un grand nombre de PME ? NON
- note t-on des concentrations dans des régions :
 - éligibles aux aides régionales des E.M. ? NON
 - éligibles au Feder ? NON

III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?

AUCUNE

IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées indirectement aux entreprises via les autorités locales ?

Limitation des exportations vers les pays tiers des entreprises exportatrices.

V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON

- Lesquelles ?

VI. Quel est l'effet prévisible ?

- sur la compétitivité des entreprises ?

Assurer le maintien de l'approvisionnement de l'industrie.

- sur l'emploi ?

Aucun.

VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON

- avis des partenaires sociaux

COMMUNICATION A LA COMMISSION

La présente proposition a pour but d'instaurer pour 1988 :

- un régime de surveillance à l'exportation des déchets et débris d'aluminium et de plomb ;
- un régime de contingentement à l'exportation de cendres et résidus et de déchets et débris de cuivre.

Cette proposition est basée sur le règlement du Conseil 2603/69 portant établissement d'un régime commun applicable aux exportations.

Des dispositions similaires sont en vigueur pour 1987. Leur maintien, pour l'année prochaine, se justifie par la persistance sur le marché communautaire de difficultés analogues à celles qui ont motivé la mise en oeuvre du régime 1987 :

- nécessité de surveiller les exportations de déchets de plomb et d'aluminium, de façon à pouvoir intervenir si un accroissement trop rapide de ces exportations menaçait l'approvisionnement des industries communautaires de raffinage ;
- nécessité de continger les exportations de cendres et résidus ainsi que de déchets et débris de cuivre, étant donné que les raffineurs de la Communauté continuent à être confrontés à des difficultés d'approvisionnement en matière cuivreuse.

Entwurf eines Vorschlags für eine
VERORDNUNG (EWG) Nr. DES RATES
vom über die Ausfuhrregelung für
bestimmte Bearbeitungsabfälle und bestimmten Schrott
aus NE-Metallen

Historical Archives of the European Commission

BEGRÜNDUNG

1. Nach der Verordnung (EWG) Nr. 4052/86 des Rates vom 22. Dezember 1986 (1) unterliegen die Ausfuhren von Bearbeitungsabfällen und Schrott aus Aluminium und Blei (GZT 7601 B und 7801 B) 1987 einer Überwachungsregelung, die eine nach bestimmten Modalitäten zu erteilende vorherige Genehmigung beinhaltet.

Für die Ausfuhren von Aschen und Rückständen von Kupfer sowie Bearbeitungsabfällen und Schrott aus Kupfer gilt 1987 ein Kontingentierungssystem. Ferner wurden gemäss Artikel 45 der Akte über den Beitritt Spaniens und Portugals die Ausfuhren dieser Erzeugnisse aus der Zehnergemeinschaft nach Spanien begrenzt.

2. Nach Ansicht der Kommission sollte angesichts der Bestimmungen der Verordnung 2603/69 zur Festlegung einer gemeinsamen Ausfuhrregelung (2) und der Untersuchung des Gemeinschaftsmarktes für diese Erzeugnisse die für 1987 für Bearbeitungsabfälle aus Aluminium und Blei geltende Überwachungsregelung verlängert werden.
3. Hinsichtlich der Aschen und der Rückstände von Kupfer sowie der Bearbeitungsabfälle und des Schrotts aus Kupfer ist die Kommission der Ansicht, dass die Kontingente für die Ausfuhr nach Drittländern beizubehalten sind.

Bei kupferhaltigen Stoffen (Konzentrate, Aschen und Rückstände, Bearbeitungsabfälle und Schrott aus Blisterkupfer) bestehen für die Raffinerien der Gemeinschaft weiterhin Versorgungsschwierigkeiten. Diese Schwierigkeiten resultieren zum einen aus der strukturellen Empfindlichkeit der Selbstversorgung mit diesen Erzeugnissen (65 % Nettoeinfuhren) und zum anderen aus Verzerrungen auf dem Weltmarkt aufgrund der Handelspolitik bestimmter Drittländer.

(1) ABL. Nr. L 377/31 vom 31.12.86

(2) ABL. Nr. L 324/25 vom 27.12.69

Ferner besteht wegen des Ungleichgewichts von tariflichen und nichttariflichen Massnahmen auf dem Kupfermarkt weiterhin eine reelle Gefahr der Verknappung.

Die im Jahre 1987 (wie schon 1986) für die Ausfuhren aus der Zehnergemeinschaft nach Spanien geltenden Beschränkungen müssen beseitigt werden.

Gemäss Artikel 45 Absatz 4 der Beitrittsakte müssen diese Beschränkungen zum 1. Januar 1988 beseitigt werden, wenn die Ausfuhren der Zehnergemeinschaft in den Jahren 1986 und 1987 weniger als 90 v.H. der Kontingente betragen. In diesen beiden letzten Jahren liegen die betreffenden Ausfuhren weit unter 90 v.H. der beiden Kontingente.

4. Der durch die Verordnung 2630/69 eingesetzte Beratende Ausschuss wurde angehört. Sämtliche anwesenden Mitgliedstaaten haben die Beibehaltung der Überwachung für Bearbeitungsabfälle aus Aluminium und Blei befürwortet. In bezug auf Aschen und Bearbeitungsabfälle aus Kupfer haben zwei Mitgliedstaaten angegeben, dass sie grundsätzlich die Kontingente durch ein Überwachungssystem ersetzen möchten. Die Kommission hält die Beibehaltung dieser beiden Kontingente mit einer gewissen Erhöhung für erforderlich.

Folglich wird dem Rat vorgeschlagen, den beigefügten Vorschlag für eine Verordnung anzunehmen.

VERORDNUNG (EWG) Nr. DES RATES

vom

über die Ausfuhrregelung für bestimmte Bearbeitungsabfälle und bestimmten Schrott aus NE-Metallen

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN —

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 2603/69 des Rates vom 20. Dezember 1969 zur Festlegung einer gemeinsamen Ausfuhrregelung⁽¹⁾, zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 1934/82⁽²⁾, insbesondere auf Artikel 7,

gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 1023/70 des Rates vom 25. Mai 1970 zur Festlegung eines gemeinsamen Verfahrens für die Verwaltung mengenmäßiger Kontingente⁽³⁾, zuletzt geändert durch die Akte über den Beitritt Spaniens und insbesondere auf Artikel 2,

Portugals

auf Vorschlag der Kommission,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Nach der Verordnung (EWG) Nr. 4052/86⁽⁴⁾ ist 1987 für die Ausfuhr von Bearbeitungsabfällen und Schrott aus Aluminium und Blei eine vorherige Ausfuhrgenehmigung erforderlich, die von den zuständigen Behörden der Mitgliedstaaten nach bestimmten Modalitäten erteilt wird. Diese Regelung läuft am 31. Dezember 1987 ab und es erscheint angebracht, sie für 1988 beizubehalten, um die Exportentwicklung der in Frage stehenden Produkte sorgfältig verfolgen zu können.

Bei sämtlichen kupferhaltigen Stoffen bestehen für die Raffinerien der Gemeinschaft weiterhin Versorgungsschwierigkeiten. Diese Schwierigkeiten resultieren insbesondere aus dem derzeitigen Zustand eines Ungleichgewichts von tariflichen und nicht tariflichen Maßnahmen auf dem Weltmarkt für Kupfer. Folglich sollte im Jahr 1988 das aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 4052/86 im Jahr 1987 geltende Kontingentierungssystem für die Ausfuhr von Aschen und Rückständen sowie Bearbeitungsabfälle und Schrott aus Kupfer beibehalten werden.

Gemäß Artikel 45 der Beitrittsakte müssen die Ausfuhr von Aschen und Rückständen von Kupfer sowie von Bearbeitungsabfällen und Schrott aus Kupfer aus der Zehnergemeinschaft nach Spanien vorübergehend begrenzt werden.

Als Kriterium für die Aufteilung der Kontingente gegenüber Drittländern ist eine Bedarfsschätzung zu verwenden;

Die die Überwachung des innergemeinschaftlichen Verkehrs betreffenden Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 223/77 der Kommission vom 22. Dezember 1976 über Durchführungsbestimmungen und Vereinfachungsmaßnahmen des Gemeinschaftlichen Versandverfahrens⁽⁵⁾ finden nur Anwendung, soweit die Maßnahmen, mit denen die Ausfuhrbeschränkungen eingeführt werden, dies vorsehen.

Der durch die Verordnung (EWG) Nr. 2603/69 eingeführte Ausschuß wurde angehört —

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

Artikel 1

(1) Vom 1. Januar bis 31. Dezember 1988 ist die Ausfuhr von Bearbeitungsabfällen und Schrott aus Aluminium der unterposition 760200 der kombinierten Nomenklatur sowie von Bearbeitungsabfällen und Schrott aus Blei der unterposition 7801 dieser Nomenklatur aus der Gemeinschaft von der Vorlage einer von den zuständigen Behörden der Mitgliedstaaten auszustellenden Ausfuhrgenehmigung abhängig. Diese Genehmigung ist kostenlos für alle beantragten Mengen nach den folgenden Bestimmungen zu erteilen.

(2) Die Ausfuhrgenehmigung ist spätestens fünfzehn Arbeitstage nach Einreichung des Antrags zu erteilen, wenn der Antragsteller einen Verkaufsvertrag für die gesamten beantragten Mengen vorlegt.

Die Genehmigung gilt zwei Monate.

(3) Jeder Mitgliedstaat teilt der Kommission in den ersten fünfzehn Tagen jedes Monats folgendes mit:

- die Mengen (in Tonnen) und die Preise der Erzeugnisse, für die im Vormonat Ausfuhrgenehmigungen erteilt wurden;
- die Mengen (in Tonnen) der Erzeugnisse, die im Monat vor dem unter Buchstabe a) genannten Monat ausgeführt wurden;

⁽¹⁾ ABl. Nr. L 324 vom 27. 12. 1969, S. 25.

⁽²⁾ ABl. Nr. L 211 vom 20. 7. 1982, S. 1.

⁽³⁾ ABl. Nr. L 124 vom 8. 6. 1970, S. 1.

⁽⁴⁾ ABl. Nr. L 377 vom 31. 12. 1986, S. 31

⁽⁵⁾ ABl. Nr. L 38 vom 8. 2. 1977, S. 20.

- c) die Mengen (in Tonnen), deren Ausfuhr im Rahmen des aktiven bzw. passiven Veredelungsverkehrs genehmigt bzw. durchgeführt wurde;
- d) die Drittländer, für die die Ausfuhren bestimmt waren.

Die Kommission setzt die Mitgliedstaaten davon in Kenntnis.

Artikel 2

Für das Jahr 1988 werden folgende Ausfuhrkontingente der Gemeinschaft eröffnet:

(in Tonnen)		
Position der kombinierten Nomenklatur	Warenbezeichnung	Menge
ex 2620	Aschen und Rückstände von Kupfer und Kupferlegierungen	28.500
ex 740400	Bearbeitungsabfälle und Schrott aus Kupfer und Kupferlegierungen	36.280

der Herstellung dieser Veredelungserzeugnisse keine Waren verwendet worden sind, die den Bedingungen der Artikel 9 und 10 des Vertrages entsprechen;

- b) wenn diese Waren, die den Artikeln 9 und 10 des Vertrages nicht entsprechen, im Anschluß an ihre Verbringung in ein Zollager gemäß der Richtlinie 69/74/EWG des Rates vom 4. März 1969 über die Harmonisierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften über die Zollagerverfahren⁽²⁾ oder in Freizonen im Sinne der Richtlinie 69/75/EWG des Rates vom 4. März 1969 über die Harmonisierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften über die Freizonenverfahren⁽³⁾ ausgeführt worden sind.

Artikel 1 Absatz 3 Buchstaben c) und d) finden Anwendung.

(2) Die vorübergehenden Ausfuhren der in Artikel 2 genannten Erzeugnisse werden auf den Anteil des Ausfuhrmitgliedstaats angerechnet.

Jedoch kann eine Entscheidung zur Genehmigung der Nichtanrechnung durch Inanspruchnahme der Regelung des passiven Veredelungsverkehrs nach der Verordnung (EWG) Nr. 2473/86 des Rates⁽⁴⁾ nach dem Verfahren des Artikels 11 Absätze 2 und 3 der Verordnung (EWG) Nr. 1023/70 erlassen werden.

Artikel 5

Titel III der Verordnung (EWG) Nr. 223/77 findet auf den innergemeinschaftlichen Warenverkehr mit den in Artikel 2 genannten Erzeugnissen Anwendung.

Artikel 6

Der Rat legt rechtzeitig, spätestens aber bis zum 31. Dezember 1988, die nach Ablauf der Geltungsdauer dieser Verordnung zu treffenden Maßnahmen für die Ausfuhr der in Artikel 1, 2 und 3 aufgeführten Erzeugnisse fest.

Artikel 7

Diese Verordnung tritt am 1. Januar 1988 in Kraft und gilt bis zum 31. Dezember 1988.

Die in Artikel 2 festgesetzten Kontingente werden nach dem geschätzten Bedarf aufgeteilt.

Artikel 3

Artikel 4

(1) Auf den Anteil des Ausfuhrmitgliedstaats werden die Ausfuhren der in Artikel 2 genannten Waren nicht angerechnet:

- a) wenn diese Waren unveredelt oder als Veredelungserzeugnisse im Rahmen des aktiven Veredelungsverkehrs (Nichterhebungssystem) gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 1999/85⁽¹⁾ ausgeführt werden, sofern bei

⁽¹⁾ ABl. Nr. L 188 vom 20. 7. 1985, S. 1.

⁽²⁾ ABl. Nr. L 58 vom 8. 3. 1969, S. 7.

⁽³⁾ ABl. Nr. L 58 vom 8. 3. 1969, S. 11.

⁽⁴⁾ ABl. Nr. L 212 vom 2. 8. 1986, S. 1.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu Brüssel am

Im Namen des Rates

Der Präsident

Historical Archives of the European Commission

TEXTE E

Bruxelles, le 6 novembre 1987

COM(87) 567

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/1355/87

Délai :

VENDREDI 13 NOVEMBRE 1987 - 12H

Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Régime d'exportation de certains déchets et débris de métaux non ferreux

Proposition de MM. DE CLERCQ, NARJES et LORD COCKFIELD

Décision proposée :

Approuver le projet de proposition de règlement du Conseil relatif au régime d'exportation de certains déchets et débris de métaux non ferreux

• Accompagné d'un exposé des motifs

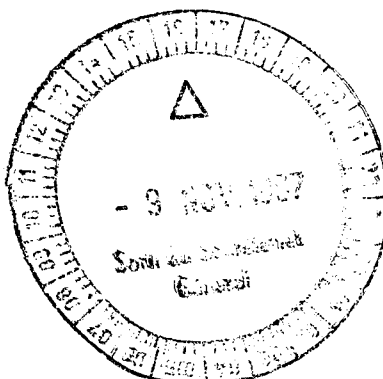
Commentaire

Ce projet de règlement vise à reconduire le régime de surveillance en vigueur en 1987 pour les déchets d'aluminium et de plomb.

R. GACHOT
Directeur

Copies à : MM. KRENZLER, BRAUN, VILAR, DEWOST

p.j.



NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) générale(s) responsable(s) : RELATIONS EXTERIEURES

Services associés :
- pour accord -

MARCHE INTERIEUR ET AFFAIRES INDUSTRIELLES : ACCORD

UNION DOUANIERE ET FISCALITE INDIRECTE : ACCORD

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE : Avis favorable

(sous réserve d'une dernière
vérification du texte)

Langue originale : FR.

Le document est disponible au Secrétariat général (Berl. 11/101)
pour consultation dans toutes les langues officielles.

ANNEXE CALENDRIER

DATE DE LA DECISION DU CONSEIL :

au plus tard lors de la session des 23/24 novembre 1987.

La consultation du Parlement européen n'est pas suggérée.

L'information du Parlement sera assurée dans le cadre de la procédure de l'article 113.

I. Quelle est la justification principale de la mesure ?

Sauvegarder l'approvisionnement communautaire de certains déchets de métaux non ferreux.

II. Caractéristiques des entreprises concernées

En particulier :

- Y a-t-il un grand nombre de PME ? NON
- note t'on des concentrations dans des régions :
 - éligibles aux aides régionales des E.M. ? NON
 - éligibles au Feder ? NON

III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?

AUCUNE

IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées indirectement aux entreprises via les autorités locales ?

Limitation des exportations vers les pays tiers des entreprises exportatrices.

V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON

- Lesquelles ?

VI. Quel est l'effet prévisible ?

- sur la compétitivité des entreprises ?
Assurer le maintien de l'approvisionnement de l'industrie.
- sur l'emploi ?
Aucun.

VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON

- avis des partenaires sociaux

COMMUNICATION A LA COMMISSION

La présente proposition a pour but d'instaurer pour 1988 :

- un régime de surveillance à l'exportation des déchets et débris d'aluminium et de plomb ;
- un régime de contingentement à l'exportation de cendres et résidus et de déchets et débris de cuivre.

Cette proposition est basée sur le règlement du Conseil 2603/69 portant établissement d'un régime commun applicable aux exportations.

Des dispositions similaires sont en vigueur pour 1987. Leur maintien, pour l'année prochaine, se justifie par la persistance sur le marché communautaire de difficultés analogues à celles qui ont motivé la mise en oeuvre du régime 1987 :

- nécessité de surveiller les exportations de déchets de plomb et d'aluminium, de façon à pouvoir intervenir si un accroissement trop rapide de ces exportations menaçait l'approvisionnement des industries communautaires de raffinage ;
- nécessité de continger les exportations de cendres et résidus ainsi que de déchets et débris de cuivre, étant donné que les raffineurs de la Communauté continuent à être confrontés à des difficultés d'approvisionnement en matière cuivreuse.

Draft proposal for
COUNCIL REGULATION (EEC) NO

of on export arrangements for certain
types of non-ferrous metal waste and scrap

Historical Archives of the European Commission

EXPLANATORY MEMORANDUM

1. Under Council Regulation (EEC) No 4052/86 of 22 December 1986¹ exports of aluminium and lead waste and scrap (CCT subheadings 76.01 B and 78.01 B) were made subject for 1987 to a system of surveillance involving prior authorization to be issued in accordance with certain specific arrangements.

Exports of copper ash and residues and copper waste and scrap (CCT heading No ex 2603 and subheading 7401 D) were made subject to quotas for 1987 ; in addition, in accordance with Article 45 of the Act of Accession of Spain and Portugal, exports of the products concerned from the Community of Ten to Spain were also restricted.

2. The Commission considers that, taking into account the provisions of Regulation 2603/69 establishing common rules for exports² and also its examination of the Community market for the products concerned, the surveillance arrangements in force in 1987 for aluminium and lead waste should be renewed.
3. The Commission also considers that the quotas for exports to non-Community countries of copper ash and residues and copper waste and scrap should be maintained.

This is because Community copper refiners are still finding it difficult to obtain supplies of copper bearing materials (concentrate, ash and residues, waste and scrap of blister copper ; the difficulties arise partly from the structural weakness of internal sources of supply (65 % of net supplies being from external sources) and partly from distortions set up on the international market by the commercial policy of certain non-Community countries; in addition, given the current imbalance of tariff and non-tariff

¹ OJ L 377, 31.12.86, p. 31.

² OJ L 324, 27.12.69, p. 25.

measures in the copper sector, the danger of shortage is still a real one.

The restrictions established in 1987 (as in 1986) on exports from the Community of Ten to Spain could, however, be abolished.

This is in accordance with Article 45(4) of the Act of Accession, which stipulates that if exports from the Ten were to amount to less than 90 % of the quotas in 1986 and 1987, the quotas would be abolished on 1 January 1988. During the two years in question, the exports concerned were well below the 90 % level for both quotas.

4. The Advisory Committee set up by Regulation 2603/69 has been consulted.

All the Member States present were in favour of maintaining surveillance in respect of aluminium and lead waste. On the question of copper ash and waste, two Member States stated that they would normally prefer the quotas to be replaced by a surveillance system.

The Commission considers that the two quotas should be maintained, but at a somewhat higher level.

Accordingly, it is proposed that the Council adopt the attached proposal for a Regulation.

COUNCIL REGULATION (EEC) No

of

on export arrangements for certain types of non-ferrous metal waste and scrap

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 2603/69 of 20 December 1969 establishing common rules for exports⁽¹⁾, as last amended by Regulation (EEC) No 1934/82⁽²⁾, and in particular Article 7 thereof,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 1023/70 of 25 May 1970 establishing a common procedure for administering quantitative quotas⁽³⁾, as last amended by the Act of Accession of Spain and Portugal, and in particular Article 2 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas, under Regulation (EEC) No 4052/86⁽⁴⁾, exports of aluminium and lead waste and scrap were made subject, for 1987, to production of a prior export licence to be issued by the appropriate authorities of the Member States according to procedures to be laid down; whereas these arrangements expire on 31 December 1987; whereas it is advisable to retain them for 1988 with a view to following closely the trend of exports of the products concerned;

Whereas Community refiners are continuing to experience supply difficulties over the whole spectrum of copper materials; whereas these difficulties derive in particular from the current imbalance of tariff and non-tariff measures on the world copper market; whereas the quota system in force in 1987 under Regulation (EEC) No 4052/86 should, therefore, be maintained in 1988 for exports of copper ash and residues and copper waste and scrap;

Whereas, in accordance with Article 45 of the Act of Accession, exports to Spain from the Community of Ten of copper ash and residues and copper waste and scrap must be restricted for a transitional period;

Whereas the estimate of requirements is a satisfactory criterion for the allocation of quotas among third countries;

Whereas the provisions relating to the monitoring of intra-Community trade laid down in Commission Regulation (EEC) No 223/77 of 22 December 1976 on provisions for the implementation of the Community transit procedure and for certain simplifications of that procedure⁽⁵⁾ apply only if the measures introducing export restrictions provide for their application;

Whereas the Committee set up by Regulation (EEC) No 2603/69 has been consulted,

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

1. Community exports between 1 January and 31 December 1988 of aluminium waste and scrap falling within subheading 760200 of the Combined Nomenclature and lead waste and scrap falling within subheading 780200 of the said Nomenclature shall be subject to production of an export licence to be issued by the appropriate authorities of the Member States. The licence shall be issued free of charge, for such quantities as are requested, subject to the provisions set out below.

2. The export licence shall be issued within not more than 15 working days of the date of the application, on presentation by the applicant of a sales contract for the entire quantity applied for.

The licence shall be valid for two months.

3. Each Member State shall inform the Commission of the following within the first 15 days of each month:

- (a) the quantities in tonnes and the prices of the products for which export licences have been issued during the previous month;
- (b) the quantities in tonnes of products which have been exported during the month preceding that referred to under point (a);

⁽¹⁾ OJ No L 324, 27. 12. 1969, p. 25.

⁽²⁾ OJ No L 211, 20. 7. 1982, p. 1.

⁽³⁾ OJ No L 124, 8. 6. 1970, p. 1.

⁽⁴⁾ OJ No L 377, 31. 12. 1986, p. 31.

⁽⁵⁾ OJ No L 38, 9. 2. 1977, p. 20.

- (c) the quantities in tonnes authorized for export or exported under inward or outward processing arrangements;
- (d) the third country of destination.

The Commission shall pass this information to the Member States.

Article 2

Community export quotas shall be established as follows for 1988:

(tonnes)		
Combined Nomenclature heading No.	Description	Quantity
ex 2620	Asb and residues of copper and copper alloys	28 500
ex 740400	Waste and scrap of copper and copper alloys	36 280

complying with the conditions of Articles 9 and 10 of the Treaty are not used in the manufacture of the said compensating products;

- (b) where goods not complying with Articles 9 and 10 of the Treaty are exported after having been placed in customs warehouses in accordance with Council Directive 69/74/EEC of 4 March 1969 on the harmonization of provisions laid down by law, regulation or administrative action relating to customs warehousing procedure⁽²⁾, or in free zones in accordance with Council Directive 69/75/EEC of 4 March 1969 on the harmonization of provisions laid down by law, regulation or administrative action relating to free zones⁽³⁾.

Article 1 (3) (c) and (d) shall apply.

2. Temporary exports of the goods referred to in Article 2 shall be charged against the quota of the exporting Member State.

However, a decision allowing goods not to be charged by using the outward processing arrangements provided for by Council Regulation (EEC) No 2473/86 (4) may be

taken under the procedure set out in Article 11 (2) and (3) of Regulation (EEC) No 1023/70.

Article 5

Title III of Regulation (EEC) No 223/77 shall apply to the movement within the Community of the products listed in Article 2.

Article 6

The Council shall decide in due time, and in any case before 31 December 1988, on the measures to be taken regarding the export of the products listed in Articles 1 and 2 after this Regulation has expired.

Article 7

This Regulation shall enter into force on 1 January 1988 and shall expire on 31 December 1988.

1. Exports of the goods referred to in Article 2 shall not be charged against the quota of the exporting Member State.

- (a) Where the goods are exported in the unaltered state or as compensating products under the inward processing relief arrangements, suspension system, provided for in Regulation (EEC) No 1999/85⁽¹⁾, as long as goods

⁽²⁾ OJ No L 58, 8. 3. 1969, p. 7.

⁽³⁾ OJ No L 58, 8. 3. 1969, p. 11.

⁽⁴⁾ OJ No L 212, 2.8.1986, p. 1.

⁽¹⁾ OJ No L 188, 20. 7. 1985, p. 1.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels, 22 December 1986.

For the Council

The President

Historical Archives of the European Commission

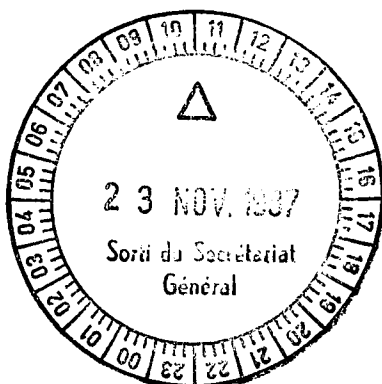
COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(87) 567 final

Bruxelles, le 16 novembre 1987

Proposition de
REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL
relatif au régime d'exportation de certains déchets
et débris de métaux non ferreux

(présentée par La Commission)



EXPOSE DES MOTIFS

1. Aux termes du règlement (CEE) no 4052/86 du Conseil du 22 décembre 1986 (1) les exportations de déchets et débris d'aluminium et de plomb (TDC 7601 B et 7801 B) ont été soumises pour 1987 à un système de surveillance qui comporte une autorisation préalable à délivrer selon certaines modalités.

Les exportations de cendres et résidus de cuivre ainsi que de déchets et débris de cuivre (TDC ex 2603 et 7401 D) ont fait l'objet, pour 1987, d'un contingentement ; de plus, conformément à l'article 45 de l'Acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, les exportations de ces produits vers l'Espagne de la Communauté à 10 ont été également limitées.

2. La Commission estime que, compte tenu des dispositions du règlement 2603/69 portant établissement d'un régime commun applicable aux exportations (2) et de l'examen du marché communautaire de ces produits, le régime de surveillance en vigueur en 1987 pour les déchets d'aluminium et de plomb doit être reconduit.
3. En ce qui concerne les cendres et résidus ainsi que les déchets et débris de cuivre, la Commission est d'avis que les contingents à l'exportation vers les pays tiers doivent être maintenus.

En effet, les raffineurs de cuivre de la Communauté continuent à être confrontés à des difficultés d'approvisionnement en matières cuivreuses (concentrés, cendres et résidus, déchets et débris de cuivre blister) ; ces difficultés découlent d'une part de la vulnérabilité structurelle de l'auto-approvisionnement des produits en cause (65 % d'apports nets extérieurs) et d'autre part des distorsions créées sur le marché international par la politique commerciale de certains pays tiers ; de plus,

(1) J.O. no L 377/31 du 31.12.86

(2) J.O. no L 324/25 du 27.12.69

dans l'état actuel de déséquilibre des mesures tarifaires et non tarifaires dans le secteur du cuivre, le risque de pénurie reste concret.

En ce qui concerne les limitations fixées en 1987 (comme en 1986) pour les exportations vers l'Espagne de la Communauté à dix, ces limitations doivent être supprimées.

En effet, l'Article 45, paragraphe 4, de l'Acte d'Adhésion stipule que si pendant les années 1986 et 1987 les exportations des dix ont été inférieures à 90 % des contingents, ceux-ci doivent être abolis au 1er janvier 1988. Or, pendant les deux années en cause, ces exportations ont été largement en-dessous de 90 % des deux contingents.

4. Le Comité Consultatif du règlement 2603/69 a été consulté. Tous les Etats membres présents ont émis un avis favorable pour le maintien de la surveillance pour les déchets d'aluminium et de plomb. En ce qui concerne les cendres et déchets de cuivre, deux Etats membres ont indiqué qu'ils souhaitaient en principe le remplacement des contingents par un système de surveillance.

La Commission estime nécessaire le maintien de ces deux contingents avec une certaine augmentation.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'adopter la proposition de règlement ci-jointe.

RÈGLEMENT (CEE) N° DU CONSEIL

relatif au régime d'exportation de certains déchets et débris de métaux non ferreux

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2603/69 du Conseil, du 20 décembre 1969, portant établissement d'un régime commun applicable aux exportations⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1934/82⁽²⁾, et notamment son article 7,

vu le règlement (CEE) n° 1023/70 du Conseil, du 25 mai 1970, portant établissement d'une procédure commune de gestion des contingents quantitatifs⁽³⁾, modifié en dernier lieu par l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, et notamment son article 2,

vu la proposition de la Commission,

considérant que, par le règlement (CEE) n° 4052/86⁽⁴⁾, les exportations de déchets et débris d'aluminium et de plomb ont été subordonnées pour 1987 à une autorisation préalable d'exportation à délivrer par les autorités compétentes des États membres selon des modalités déterminées; que ce régime expire le 31 décembre 1987 et qu'il convient de le maintenir pour 1988 afin de pouvoir suivre de près l'évolution des exportations des produits en question;

considérant que les raffineurs de la Communauté continuent à être confrontés à des difficultés d'approvisionnement sur l'ensemble des matières cuivreuses; que ces difficultés découlent notamment de l'état actuel de déséquilibre des mesures tarifaires et non tarifaires sur le marché mondial du cuivre; qu'il convient, en conséquence, de maintenir en 1988, pour les exportations des cendres et résidus ainsi que des déchets et débris de cuivre, le système de contingentement en vigueur en 1987 au titre du règlement (CEE) n° 4052/86 ;

considérant que les estimations des besoins constituent un bon critère de répartition des contingents entre pays tiers;

considérant que les dispositions concernant le contrôle du trafic intracommunautaire prévues par le règlement (CEE) n° 223/77 de la Commission, du 22 décembre 1976, portant dispositions d'application ainsi que mesures de simplification du régime du transit communautaire⁽⁵⁾, ne s'appliquent que pour autant que les mesures instituant les restrictions à l'exportation en prévoient l'application;

considérant que le comité institué par le règlement (CEE) n° 2603/69 a été consulté,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. Pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1988, les exportations de déchets et débris d'aluminium relevant de la sous-position 760200 de la nomenclature combinée et de déchets et débris de plomb relevant de la sous-position 780200 de la nomenclature en provenance de la Communauté, sont subordonnées à la présentation d'une autorisation d'exportation à délivrer par les autorités compétentes des États membres. Cette autorisation doit être délivrée sans frais, pour toutes les quantités demandées, sous réserve des dispositions qui suivent.

2. L'autorisation d'exportation est délivrée dans un délai maximal de quinze jours ouvrables après le dépôt de la demande, sur présentation par le demandeur d'un contrat de vente pour l'ensemble des quantités demandées.

L'autorisation est valable pour une durée de deux mois.

3. Chaque État membre communique à la Commission, au cours des quinze premiers jours de chaque mois :

- les quantités en tonnes et les prix des produits ayant fait l'objet d'autorisations d'exportation délivrées au cours du mois précédent;
- les quantités en tonnes des produits ayant fait l'objet d'exportations au cours du mois précédant le mois visé au point a);

⁽¹⁾ JO n° L 324 du 27. 12. 1969, p. 25.

⁽²⁾ JO n° L 211 du 20. 7. 1982, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 124 du 8. 6. 1970, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 377 du 31. 12. 86, p. 31

⁽⁵⁾ JO n° L 38 du 8. 2. 1977, p. 20.

c) les quantités en tonnes dont l'exportation autorisée ou réalisée s'effectue dans le cadre d'opérations de perfectionnement actif ou passif;

d) les pays tiers de destination.

La Commission en informe les États membres.

Article 2

Pour l'année 1988 sont instaurés les contingents communautaires à l'exportation suivants:

(en tonnes)

Position de la Nomenclature combinée	Désignation des marchandises	Quantités
ex 2620	Cendres et résidus de cuivre et de ses alliages	28.500
ex 740400	Déchets et débris de cuivre et de ses alliages	36.280

mesure où des marchandises répondant aux conditions des articles 9 et 10 du traité ne sont pas entrées dans la fabrication desdits produits compensateurs;

b) lorsque ces marchandises, non conformes aux articles 9 et 10 du traité, sont exportées à la suite de leur placement dans des entrepôts douaniers, conformément à la directive 69/74/CEE du Conseil, du 4 mars 1969, concernant l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives au régime des entrepôts douaniers⁽²⁾, ou dans des zones franches conformément à la directive 69/75/CEE du Conseil, du 4 mars 1969, concernant l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives au régime des zones franches⁽³⁾.

L'article 1^{er} paragraphe 3 points c) et d) s'applique.

2. Les exportations temporaires des marchandises visées à l'article 2 sont imputées sur la quote-part de l'État membre d'exportation.

Toutefois, une décision permettant la non imputation par utilisation du régime de perfectionnement passif prévu par le règlement (CEE) no 2473/86⁽⁴⁾, peut être arrêtée selon la procédure prévue à l'article 11, paragraphes 2 et 3 du règlement (CEE) no 1023/70.

Article 5

Le titre III du règlement (CEE) n° 223/77 s'applique à la circulation à l'intérieur de la Communauté des produits visés à l'article 2.

Article 3

Les contingents fixés à l'article 2 sont répartis selon les estimations des besoins.

Article 4

1. Ne sont pas imputées sur la quote-part de l'État membre d'exportation les exportations de marchandises visées à l'article 2:

a) lorsque ces marchandises sont exportées, en l'état ou en tant que produits compensateurs, à la suite du régime de perfectionnement actif, système de la suspension, prévu par le règlement (CEE) n° 1999/85⁽¹⁾, dans la

Article 6

Le Conseil détermine en temps utile, et en tout cas avant le 31 décembre 1988 les mesures qui doivent être prises après l'expiration du présent règlement pour l'exportation des produits visés aux articles 1 et 2.

Article 7

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1988 et expire le 31 décembre 1988.

⁽²⁾ JO n° L 58 du 8. 3. 1969, p. 7

⁽³⁾ JO n° L 58 du 8. 3. 1969, p. 11

⁽⁴⁾ JO n° L 212 du 2.8.1986, p. 1

⁽¹⁾ JO n° L 188 du 20. 7. 1985, p. 1.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

Le président

Historical Archives of the European Commission

I. Quelle est la justification principale de la mesure ?

Sauvegarder l'approvisionnement communautaire de certains déchets de métaux non ferreux.

II. Caractéristiques des entreprises concernées

En particulier :

- Y a-t-il un grand nombre de PME ? NON
- note t-on des concentrations dans des régions :
 - éligibles aux aides régionales des E.M. ? NON
 - éligibles au Feder ? NON

III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?

AUCUNE

IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées indirectement aux entreprises via les autorités locales ?

Limitation des exportations vers les pays tiers des entreprises exportatrices.

V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON

- Lesquelles ?

VI. Quel est l'effet prévisible ?

- sur la compétitivité des entreprises ?
Assurer le maintien de l'approvisionnement de l'industrie.
- sur l'emploi ?
Aucun.

VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON

- avis des partenaires sociaux

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

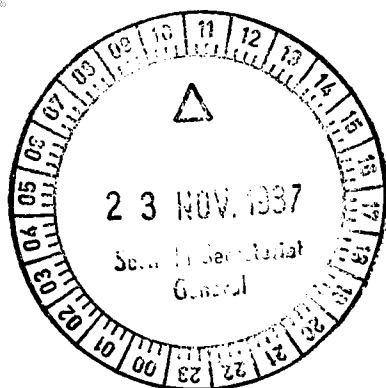
KOM(87) 567 endg.

Brüssel, den 16. November 1987

Vorschlag für eine VERORDNUNG (EWG) DES RATES

über die Ausführregelung für bestimmte Bearbeitungsabfälle und
bestimmten Schrott aus NE-Metallen

(von der Kommission vorgelegt)



KOM(87) 567 endg.

BEGRÜNDUNG

1. Nach der Verordnung (EWG) Nr. 4052/86 des Rates vom 22. Dezember 1986 (1) unterliegen die Ausfuhren von Bearbeitungsabfällen und Schrott aus Aluminium und Blei (GZT 7601 B und 7801 B) 1987 einer Überwachungsregelung, die eine nach bestimmten Modalitäten zu erteilende vorherige Genehmigung beinhaltet.

Für die Ausfuhren von Aschen und Rückständen von Kupfer sowie Bearbeitungsabfällen und Schrott aus Kupfer gilt 1987 ein Kontingentierungssystem. Ferner wurden gemäss Artikel 45 der Akte über den Beitritt Spaniens und Portugals die Ausfuhren dieser Erzeugnisse aus der Zehnergemeinschaft nach Spanien begrenzt.

2. Nach Ansicht der Kommission sollte angesichts der Bestimmungen der Verordnung 2603/69 zur Festlegung einer gemeinsamen Ausfuhrregelung (2) und der Untersuchung des Gemeinschaftsmarktes für diese Erzeugnisse die für 1987 für Bearbeitungsabfälle aus Aluminium und Blei geltende Überwachungsregelung verlängert werden.
3. Hinsichtlich der Aschen und der Rückstände von Kupfer sowie der Bearbeitungsabfälle und des Schrotts aus Kupfer ist die Kommission der Ansicht, dass die Kontingente für die Ausfuhr nach Drittländern beizubehalten sind.

Bei kupferhaltigen Stoffen (Konzentrate, Aschen und Rückstände, Bearbeitungsabfälle und Schrott aus Blisterkupfer) bestehen für die Raffinerien der Gemeinschaft weiterhin Versorgungsschwierigkeiten. Diese Schwierigkeiten resultieren zum einen aus der strukturellen Empfindlichkeit der Selbstversorgung mit diesen Erzeugnissen (65 % Nettoeinfuhren) und zum anderen aus Verzerrungen auf dem Weltmarkt aufgrund der Handelspolitik bestimmter Drittländer.

(1) ABL. Nr. L 377/31 vom 31.12.86

(2) ABL. Nr. L 324/25 vom 27.12.69

Ferner besteht wegen des Ungleichgewichts von tariflichen und nichttariflichen Massnahmen auf dem Kupfermarkt weiterhin eine reelle Gefahr der Verknappung.

Die im Jahre 1987 (wie schon 1986) für die Ausfuhren aus der Zehnergemeinschaft nach Spanien geltenden Beschränkungen müssen beseitigt werden.

Gemäss Artikel 45 Absatz 4 der Beitrittsakte müssen diese Beschränkungen zum 1. Januar 1988 beseitigt werden, wenn die Ausfuhren der Zehnergemeinschaft in den Jahren 1986 und 1987 weniger als 90 v.H. der Kontingente betragen. In diesen beiden letzten Jahren liegen die betreffenden Ausfuhren weit unter 90 v.H. der beiden Kontingente.

4. Der durch die Verordnung 2630/69 eingesetzte Beratende Ausschuss wurde angehört. Sämtliche anwesenden Mitgliedstaaten haben die Beibehaltung der Überwachung für Bearbeitungsabfälle aus Aluminium und Blei befürwortet. In bezug auf Aschen und Bearbeitungsabfälle aus Kupfer haben zwei Mitgliedstaaten angegeben, dass sie grundsätzlich die Kontingente durch ein Überwachungssystem ersetzen möchten.

Die Kommission hält die Beibehaltung dieser beiden Kontingente mit einer gewissen Erhöhung für erforderlich.

Folglich wird dem Rat vorgeschlagen, den beigefügten Vorschlag für eine Verordnung anzunehmen.

über die Ausführregelung für bestimmte Bearbeitungsabfälle und bestimmten Schrott aus NE-Metallen

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN —

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 2603/69 des Rates vom 20. Dezember 1969 zur Festlegung einer gemeinsamen Ausführregelung ⁽¹⁾, zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 1934/82 ⁽²⁾, insbesondere auf Artikel 7,

gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 1023/70 des Rates vom 25. Mai 1970 zur Festlegung eines gemeinsamen Verfahrens für die Verwaltung mengenmäßiger Kontingente ⁽³⁾, zuletzt geändert durch die Akte über den Beitritt Spaniens und insbesondere auf Artikel 2,
Portugals

auf Vorschlag der Kommission,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Nach der Verordnung (EWG) Nr. 4052/86 ⁽⁴⁾ ist 1987 für die Ausfuhr von Bearbeitungsabfällen und Schrott aus Aluminium und Blei eine vorherige Ausfuhrgenehmigung erforderlich, die von den zuständigen Behörden der Mitgliedstaaten nach bestimmten Modalitäten erteilt wird. Diese Regelung läuft am 31. Dezember 1987 ab und es erscheint angebracht, sie für 1988 beizubehalten, um die Exportentwicklung der in Frage stehenden Produkte sorgfältig verfolgen zu können.

Bei sämtlichen kupferhaltigen Stoffen bestehen für die Raffinerien der Gemeinschaft weiterhin Versorgungsschwierigkeiten. Diese Schwierigkeiten resultieren insbesondere aus dem derzeitigen Zustand eines Ungleichgewichts von tariflichen und nicht tariflichen Maßnahmen auf dem Weltmarkt für Kupfer. Folglich sollte im Jahr 1988 das aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 4052/86 im Jahr 1987 geltende Kontingentierungssystem für die Ausfuhr von Aschen und Rückständen sowie Bearbeitungsabfälle und Schrott aus Kupfer beibehalten werden.

Gemäß Artikel 45 der Beitrittsakte müssen die Ausfuhr von Aschen und Rückständen von Kupfer sowie von Bearbeitungsabfällen und Schrott aus Kupfer aus der Zehnergemeinschaft nach Spanien vorübergehend begrenzt werden.

Als Kriterium für die Aufteilung der Kontingente gegenüber Drittländern ist eine Bedarfsschätzung zu verwenden;

Die die Überwachung des innergemeinschaftlichen Verkehrs betreffenden Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 223/77 der Kommission vom 22. Dezember 1976 über Durchführungsbestimmungen und Vereinfachungsmaßnahmen des Gemeinschaftlichen Versandverfahrens ⁽⁵⁾ finden nur Anwendung, soweit die Maßnahmen, mit denen die Ausfuhrbeschränkungen eingeführt werden, dies vorsehen.

Der durch die Verordnung (EWG) Nr. 2603/69 eingeführte Ausschuß wurde angehört —

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

Artikel 1

(1) Vom 1. Januar bis 31. Dezember 1988 ist die Ausfuhr von Bearbeitungsabfällen und Schrott aus Aluminium der unterposition 760200 der kombinierten Nomenklatur sowie von Bearbeitungsabfällen und Schrott aus Blei der unterposition 780200 dieser Nomenklatur aus der Gemeinschaft von der Vorlage einer von den zuständigen Behörden der Mitgliedstaaten auszustellenden Ausfuhrgenehmigung abhängig. Diese Genehmigung ist kostenlos für alle beantragten Mengen nach den folgenden Bestimmungen zu erteilen.

(2) Die Ausfuhrgenehmigung ist spätestens fünfzehn Arbeitstage nach Einreichung des Antrags zu erteilen, wenn der Antragsteller einen Verkaufsvertrag für die gesamten beantragten Mengen vorlegt.

Die Genehmigung gilt zwei Monate.

(3) Jeder Mitgliedstaat teilt der Kommission in den ersten fünfzehn Tagen jedes Monats folgendes mit:

- a) die Mengen (in Tonnen) und die Preise der Erzeugnisse, für die im Vormonat Ausfuhrgenehmigungen erteilt wurden;
- b) die Mengen (in Tonnen) der Erzeugnisse, die im Monat vor dem unter Buchstabe a) genannten Monat ausgeführt wurden;

⁽¹⁾ ABl. Nr. L 324 vom 27. 12. 1969, S. 25.

⁽²⁾ ABl. Nr. L 211 vom 20. 7. 1982, S. 1.

⁽³⁾ ABl. Nr. L 124 vom 8. 6. 1970, S. 1.

⁽⁴⁾ ABl. Nr. L 377 vom 31. 12. 1986, S. 31

⁽⁵⁾ ABl. Nr. L 38 vom 8. 2. 1977, S. 20.

- c) die Mengen (in Tonnen), deren Ausfuhr im Rahmen des aktiven bzw. passiven Veredelungsverkehrs genehmigt bzw. durchgeführt wurde;
- d) die Drittländer, für die die Ausfuhren bestimmt waren.

Die Kommission setzt die Mitgliedstaaten davon in Kenntnis.

Artikel 2

Für das Jahr 1988 werden folgende Ausfuhrkontingente der Gemeinschaft eröffnet:

(in Tonnen)		
Position der kombinierten Nomenklatur	Warenbezeichnung	Menge
ex 2620	Aschen und Rückstände von Kupfer und Kupferlegierungen	28.500
ex 740400	Bearbeitungsabfälle und Schrott aus Kupfer und Kupferlegierungen	35.200

der Herstellung dieser Veredelungserzeugnisse keine Waren verwendet worden sind, die den Bedingungen der Artikel 9 und 10 des Vertrages entsprechen;

- b) wenn diese Waren, die den Artikeln 9 und 10 des Vertrages nicht entsprechen, im Anschluß an ihre Verbringung in ein Zollager gemäß der Richtlinie 69/74/EWG des Rates vom 4. März 1969 über die Harmonisierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften über die Zollagerverfahren⁽²⁾ oder in Freizonen im Sinne der Richtlinie 69/75/EWG des Rates vom 4. März 1969 über die Harmonisierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften über die Freizonenverfahren⁽³⁾ ausgeführt worden sind.

Artikel 1 Absatz 3 Buchstaben c) und d) finden Anwendung.

(2) Die vorübergehenden Ausfuhren der in Artikel 2 genannten Erzeugnisse werden auf den Anteil des Ausfuhrmitgliedstaats angerechnet.

Jedoch kann eine Entscheidung zur Genehmigung der Nichtanrechnung durch Inanspruchnahme der Regelung des passiven Veredelungsverkehrs nach der Verordnung (EWG) Nr. 2473/86 des Rates⁽⁴⁾ nach dem Verfahren des Artikels 11 Absätze 2 und 3 der Verordnung (EWG) Nr. 1023/70 erlassen werden.

Artikel 5

Titel III der Verordnung (EWG) Nr. 223/77 findet auf den innergemeinschaftlichen Warenverkehr mit den in Artikel 2 genannten Erzeugnissen Anwendung.

Artikel 6

Der Rat legt rechtzeitig, spätestens aber bis zum 31. Dezember 1988, die nach Ablauf der Geltungsdauer dieser Verordnung zu treffenden Maßnahmen für die Ausfuhr der in Artikel 1, 2 und 3 aufgeführten Erzeugnisse fest.

Artikel 7

Diese Verordnung tritt am 1. Januar 1988 in Kraft und gilt bis zum 31. Dezember 1988.

⁽²⁾ ABl. Nr. L 58 vom 8. 3. 1969, S. 7.

⁽³⁾ ABl. Nr. L 58 vom 8. 3. 1969, S. 11.

⁽⁴⁾ ABl. Nr. L 212 vom 2. 8. 1986, S. 1

⁽¹⁾ ABl. Nr. L 188 vom 20. 7. 1985, S. 1.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu Brüssel am

Im Namen des Rates

Der Präsident

Historical Archives of the European Commission

I. Quelle est la justification principale de la mesure ?

Sauvegarder l'approvisionnement communautaire de certains déchets de métaux non ferreux.

II. Caractéristiques des entreprises concernées

En particulier :

- Y a-t-il un grand nombre de PME ? NON

- notation des concentrations dans des régions :

- éligibles aux aides régionales des E.M. ? NON

- éligibles au Feder ? NON

III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?

AUCUNE

IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées indirectement aux entreprises via les autorités locales ?

Limitation des exportations vers les pays tiers des entreprises exportatrices.

V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON

- Lesquelles ?

VI. Quel est l'effet prévisible ?

- sur la compétitivité des entreprises ?

Assurer le maintien de l'approvisionnement de l'industrie.

- sur l'emploi ?

Aucun.

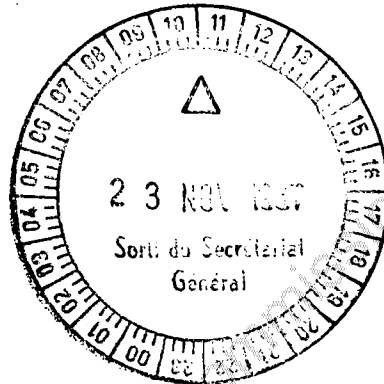
VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON

- avis des partenaires sociaux

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(87)567 def.

Bruxelles, 16 novembre 1987



Proposta di

REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

relativo al regime di esportazione di determinati cascami
e rottami di metalli non ferrosi

(presentata dalla Commissione)

RELAZIONE

1. A norma del regolamento (CEE) n. 4052/86 del Consiglio, del 22 dicembre 1986 (1), le esportazioni di cascami e rottami di alluminio e di piombo (TDC 7601 B e 7801 B) sono subordinate, nel 1987, ad un sistema di sorveglianza che comporta un'autorizzazione preventiva da rilasciare secondo determinate modalità.

Le esportazioni di ceneri e residui, nonché di cascami e rottami, di rame (TDC ex 2603 e 7401 D) sono state assoggettate, per il 1987, a contingentamento; inoltre, in conformità dell'articolo 45 dell'atto di adesione della Spagna e del Portogallo, le esportazioni di detti prodotti dalla Comunità a dieci verso la Spagna sono state limitate.

2. La Commissione ritiene che, tenuto conto del regolamento n. 2603/69 che stabilisce un regime comune applicabile alle esportazioni (2), nonché dell'esame del mercato comunitario di detti prodotti, il regime di sorveglianza in vigore nel 1987 per i cascami di alluminio e di piombo debba essere mantenuto.
3. Per quanto riguarda le ceneri e i residui, nonché i cascami e i rottami, di rame, la Commissione ritiene che i contingenti all'esportazione verso i paesi terzi debbano essere mantenuti.

Infatti, i raffinatori di rame comunitari continuano ad incontrare difficoltà di approvvigionamento per le materie contenenti rame (concentrati, ceneri e residui, cascami e rottami, di rame blister); queste difficoltà derivano da un lato dalla vulnerabilità strutturale dell'autoapprovvigionamento per i prodotti in questione (65% di apporti netti esterni) e, dall'altro, dalle distorsioni create sul mercato internazionale dalla politica commerciale di taluni paesi terzi; inoltre, nell'attuale situazione di squilibrio delle misure tariffarie e non tariffarie nel settore del rame, il rischio di penuria rimane concreto.

.../...

(1) GU L 377 del 31.12.1986, pag. 31.

(2) GU L 324 del 27.12.1969, pag. 25.

Le limitazioni stabilite nel 1987 (come nel 1986) per le esportazioni verso la Spagna dalla Comunità a dieci devono essere abolite.

Infatti, l'articolo 45, paragrafo 4, dell'atto di adesione stabilisce che qualora negli anni 1986 e 1987 le esportazioni dei dieci siano state inferiori al 90% dei contingenti, questi devono essere aboliti al 1° gennaio 1988. Effettivamente, nei due anni in questione dette esportazioni sono state di gran lunga inferiori al 90% dei due contingenti.

4. Il comitato consultivo del regolamento n. 2603/69 è stato consultato. Tutti gli Stati membri presenti hanno espresso parere favorevole al mantenimento della sorveglianza per i cascami di alluminio e di piombo. Per quanto riguarda le ceneri e i cascami di rame, due Stati membri hanno dichiarato di essere favorevoli in linea di massima alla sostituzione dei contingenti con un sistema di sorveglianza.

La Commissione ritiene necessario che i due contingenti vengano mantenuti, previo un determinato aumento.

Si propone pertanto al Consiglio di adottare l'acclusa proposta di regolamento.

del

relativo al regime di esportazione di determinati cascami e rottami di metalli non ferrosi

IL CONSIGLIO DELLE COMUNITÀ EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea,

visto il regolamento (CEE) n. 2603/69 del Consiglio, del 20 dicembre 1969, che stabilisce un regime comune applicabile alle esportazioni ⁽¹⁾, modificato da ultimo dal regolamento (CEE) n. 1934/82 ⁽²⁾, in particolare l'articolo 7,

visto il regolamento (CEE) n. 1023/70 del Consiglio, del 25 maggio 1970, che stabilisce una procedura comune di gestione dei contingenti ⁽³⁾, modificato da ultimo dall'atto di adesione della Spagna e del Portogallo, in particolare l'articolo 2,

vista la proposta della Commissione,

considerando che, con il regolamento (CEE) n. 4052/86 ⁽⁴⁾, le esportazioni di cascami e rottami di alluminio e di piombo sono state subordinate, per il 1987, ad un'autorizzazione preventiva di esportazione che deve essere rilasciata dalle competenti autorità degli Stati membri secondo determinate modalità; che detto regime scade il 31 dicembre 1987 e che appare opportuno mantenerlo per il 1988 al fine di poter seguire attentamente l'evoluzione delle esportazioni dei prodotti in questione;

considerando che per l'insieme delle materie contenenti rame i raffinatori comunitari continuano ad incontrare difficoltà di approvvigionamento; che queste difficoltà derivano in particolare dall'attuale situazione di squilibrio delle misure tariffarie e non tariffarie sul mercato mondiale del rame; che conviene quindi mantenere nel 1988 per le esportazioni di ceneri e residui, nonché di cascami e rottami, di rame il sistema di contingentamento vigente nel 1987 a norma del regolamento (CEE) n. 4052/86;

considerando che le stime del fabbisogno rappresentano un buon criterio di ripartizione dei contingenti tra i paesi terzi;

considerando che le disposizioni relative al controllo del traffico intracomunitario di cui al regolamento (CEE) n. 223/77 della Commissione, del 22 dicembre 1976, che stabilisce le disposizioni di applicazione e le misure di semplificazione del regime del transito comunitario ⁽⁵⁾, si applicano unicamente se le misure che istituiscono le restrizioni all'esportazione ne stabiliscono l'applicazione;

considerando che il comitato istituito dal regolamento (CEE) n. 2603/69 è stato consultato,

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO:

Articolo 1

1. Dal 1° gennaio al 31 dicembre 1988, le esportazioni dalla Comunità di cascami e rottami di alluminio, della sottovoce 76 0200 e di cascami e rottami di piombo della sottovoce 78 0200 della nomenclatura combinata sono subordinate alla presentazione di un'autorizzazione di esportazione rilasciata dalle competenti autorità degli Stati membri. L'autorizzazione è rilasciata gratuitamente, per tutte le quantità richieste, fatte salve le disposizioni che figurano qui di seguito.

2. L'autorizzazione di esportazione è rilasciata entro un termine massimo di quindici giorni lavorativi dal deposito della domanda, previa presentazione da parte del richiedente di un contratto di vendita per l'insieme delle quantità domandate.

L'autorizzazione è valida per due mesi.

3. Ogni Stato membro comunica alla Commissione, nel corso dei primi quindici giorni di ogni mese:

- a) le quantità in tonnellate e i prezzi dei prodotti oggetto di autorizzazioni di esportazione rilasciate nel corso del mese precedente;
- b) le quantità in tonnellate dei prodotti oggetto di esportazioni nel corso del mese precedente a quello di cui alla lettera a);

⁽¹⁾ GU n. L 324 del 27. 12. 1969, pag. 25.

⁽²⁾ GU n. L 211 del 20. 7. 1982, pag. 1.

⁽³⁾ GU n. L 124 dell'8. 6. 1970, pag. 1.

⁽⁴⁾ GU n. L 377 del 31. 12. 1986, pag. 31

⁽⁵⁾ GU n. L 38 dell'8. 2. 1977, pag. 20.

c) le quantità in tonnellate la cui esportazione autorizzata o realizzata si effettua nel quadro di operazioni di perfezionamento attivo o passivo;

d) i paesi terzi di destinazione.

La Commissione ne informa gli Stati membri.

Articolo 2

Per il 1988 sono fissati i seguenti contingenti comunitari all'esportazione:

(in tonnellate)		
Voce della nomenclatura combinata	Designazione delle merci	Quantità
ex 26 20	Ceneri e residui di rame e di leghe di rame	28 500
ex 74 0400	Cascami e rottami di rame e di leghe di rame	36 280

nella fabbricazione dei suddetti non siano utilizzate merci di cui agli articoli 9 e 10 del trattato;

b) quando le merci che non rispondono alle condizioni di cui agli articoli 9 e 10 del trattato sono esportate a seguito del loro magazzinaggio in depositi doganali conformemente alla direttiva 69/74/CEE del Consiglio, del 4 marzo 1969, relativa all'armonizzazione delle disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative riguardanti il regime dei depositi doganali⁽²⁾, oppure in zone franche conformemente alla direttiva 69/75/CEE del Consiglio, del 4 marzo 1969, relativa all'armonizzazione delle disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative riguardanti il regime delle zone franche⁽³⁾.

Si applica l'articolo 1, paragrafo 3, lettere c) e d).

2. Le esportazioni (temporanee) delle merci di cui all'articolo 2 sono imputate sulla quota dello Stato membro esportatore.

Nondimeno, si può decidere di autorizzare la non imputazione avvalendosi del regime di perfezionamento passivo previsto dal regolamento (CEE)

n. 2473/86⁽⁴⁾, secondo la procedura di cui all'articolo 11, paragrafi 2 e 3, del regolamento (CEE) n. 1023/70.

Articolo 5

Il titolo III del regolamento (CEE) n. 223/77 si applica alla circolazione dei prodotti di cui all'articolo 2 all'interno della Comunità.

Articolo 6

Il Consiglio determina in tempo utile, e comunque prima del 31 dicembre 1988, le misure da adottare alla scadenza del presente regolamento per l'esportazione dei prodotti di cui agli articoli 1 e 2.

Articolo 7

Il presente regolamento entra in vigore il 1° gennaio 1988 e scade il 31 dicembre 1988.

⁽²⁾ GU n. L 58 dell'8. 3. 1969, pag. 7.

⁽³⁾ GU n. L 58 dell'8. 3. 1969, pag. 11.

⁽⁴⁾ GU n. L 212 del 2.8.1986, pag. 1

⁽¹⁾ GU n. L 188 del 20. 7. 1985, pag. 1.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles, addì

Per il Consiglio

Il Presidente

Historical Archives of the European Commission

I. Quelle est la justification principale de la mesure ?

Sauvegarder l'approvisionnement communautaire de certains déchets de métaux non ferreux.

II. Caractéristiques des entreprises concernées

En particulier :

- Y a-t-il un grand nombre de PME ? NON

- note t-on des concentrations dans des régions :

- éligibles aux aides régionales des E.M. ? NON

- éligibles au Feder ? NON

III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?

AUCUNE

IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées indirectement aux entreprises via les autorités locales ?

Limitation des exportations vers les pays tiers des entreprises exportatrices.

V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON

- Lesquelles ?

VI. Quel est l'effet prévisible ?

- sur la compétitivité des entreprises ?

Assurer le maintien de l'approvisionnement de l'industrie.

- sur l'emploi ?

Aucun.

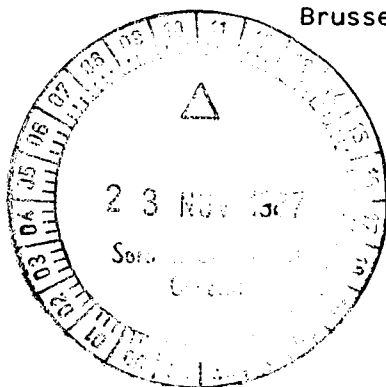
VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON

- avis des partenaires sociaux

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(87) 567 def.

Brussel, 16 november 1987



Voorstel voor een
VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

betreffende de uitvoerregeling voor bepaalde resten
en afvallen van non-ferrometalen

(door de Commissie ingediend)

COM(87) 567 def.

TOELICHTING

1. Overeenkomstig Verordening (EEG) nr. 4052/86 van de Raad van 22 december 1986 (1) is de uitvoer van resten en afvallen van aluminium en lood (GDT 7601 B en 7801 B) in 1987 aan een systeem van toezicht onderworpen dat een volgens bepaalde regels af te geven voorafgaande vergunning omvat.

De uitvoer van koperassen en -residuen, alsmede van resten en afvallen van koper (GDT ex 2603 en 7401 D) is in 1987 gecontingenteerd; bovendien is, overeenkomstig artikel 45 van de Toetredingsakte van Spanje en Portugal, de uitvoer van deze produkten uit de Gemeenschap met Tien naar Spanje eveneens beperkt.

2. De Commissie is, rekening houdende met het bepaalde in Verordening nr. 2603/69 houdende de totstandbrenging van een gemeenschappelijke regeling voor de uitvoer (2) en met het onderzoek van de communautaire markt voor deze produkten, van mening dat de in 1987 geldende toezichtsregeling voor de afvallen van aluminium en lood moet worden verlengd.
3. Wat de assen en residuen, alsmede de resten en afvallen van koper betreft, is de Commissie van mening dat de contingenten bij uitvoer naar derde landen dienen te worden gehandhaafd.

De koperraffinadeurs van de Gemeenschap blijven immers kampen met moeilijkheden bij de voorziening met koperhoudende grondstoffen (concentraten, assen en residuen, resten en afvallen van zwartkoper); deze moeilijkheden vloeien enerzijds voort uit de structurele kwetsbaarheid van de zelfvoorziening voor de betrokken produkten (65 % netto-inbreng uit het buitenland) en anderzijds uit de op de internationale markt door het handelsbeleid van bepaalde derde landen gecreëerde distorsies; bovendien blijft bij de

.../...

(1) PB L 377/31 van 31.12.1986

(2) PB L 324/25 van 27.12.1969

huidige onevenwichtige situatie ten aanzien van de tarifaire en niet-tarifaire maatregelen in de kopersector, het risico van schaarste concreet.

De in 1987 (zoals in 1986) vastgestelde beperkingen voor de uitvoer uit de Gemeenschap met Tien naar Spanje moeten worden opgeheven.

In artikel 45, lid 4, van de Toetredingsakte wordt immers bepaald dat, wanneer de uitvoer van de Tien gedurende de jaren 1986 en 1987 lager is dan 90 % van de contingenten, de betreffende beperkingen op 1 januari 1988 worden afgeschaft. Nu heeft de uitvoer gedurende de twee betrokken jaren ruimschoots minder dan 90 % van de beide contingenten bedragen.

4. Het Raadgevend Comité van Verordening nr. 2603/69 is geraadpleegd. Alle aanwezige Lid-Staten hebben een gunstig advies uitgebracht voor de handhaving van het toezicht voor de afvallen van aluminium en lood. Wat de koperassen en -afvallen betreft hebben twee Lid-Staten te kennen gegeven dat zij in beginsel de vervanging van de contingenten door een systeem van toezicht wensen.

De Commissie acht de handhaving van deze beide contingenten met een bepaalde verhoging noodzakelijk.

Dienovereenkomstig wordt aan de Raad voorgesteld het hierbij gevoegde voorstel voor een verordening goed te keuren.

VERORDENING (EEG) Nr.

VAN DE RAAD

van

betreffende de uitvoerregeling voor bepaalde resten en afvallen van non-ferrometalen

DE RAAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,

Gelet op Verordening (EEG) nr. 2603/69 van de Raad van 20 december 1969 houdende de totstandbrenging van een gemeenschappelijke regeling voor de uitvoer ⁽¹⁾, laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 1934/82 ⁽²⁾, inzonderheid op artikel 7,

Gelet op Verordening (EEG) nr. 1023/70 van de Raad van 25 mei 1970 houdende de totstandbrenging van een gemeenschappelijke procedure voor het beheer van kwantitatieve contingenten ⁽³⁾, laatstelijk gewijzigd bij de Akte van Toetreding van Spanje en Portugal, en inzonderheid op artikel 2,

Gezien het voorstel van de Commissie,

Overwegende dat de uitvoer van resten en afvallen van aluminium en van lood bij Verordening (EEG) nr. 4052/86 ⁽⁴⁾ voor 1987 werd onderworpen aan een voorafgaande uitvoervergunning die door de bevoegde autoriteiten van de Lid-Staten volgens bepaalde regels wordt afgegeven; dat deze regeling op 31 december 1987 afloopt en het wenselijk is haar voor 1988 te handhaven, ten einde de ontwikkeling van de uitvoer van de betrokken produkten nauwgezet te kunnen volgen;

Overwegende dat de raffinadeurs van de Gemeenschap blijven kampen met moeilijkheden bij de voorziening met alle koperhoudende grondstoffen; dat deze moeilijkheden met name voortvloeien uit de huidige onevenwichtige situatie ten aanzien van de tarifaire en niet-tarifaire maatregelen op de wereldmarkt voor koper; dat het derhalve passend is voor 1988 voor de uitvoer van assen en residuen en van resten en afvallen van koper de in 1987 uit hoofde van Verordening (EEG) nr. 4052/86 geldende contingentenregeling te handhaven;

Overwegende dat de ramingen van de behoeften een bruikbaar criterium voor de verdeling van de contingenten over de derde landen vormen.

Overwegende dat de bepalingen betreffende de controle op het intracommunautaire handelsverkeer, neergelegd in Verordening (EEG) nr. 223/77 van de Commissie van 22 december 1976 houdende uitvoeringsbepalingen alsmede vereenvoudigingsmaatregelen van de regeling voor communautair douanevervoer ⁽⁵⁾, slechts van toepassing zijn voor zover de maatregelen waarbij de uitvoerbeperkingen worden ingesteld, de toepassing ervan voorschrijven;

Overwegende dat het comité, ingesteld bij Verordening (EEG) nr. 2603/69, is geraadpleegd,

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD:

Artikel 1

1. Van 1 januari tot en met 31 december 1988 dient bij uitvoer uit de Gemeenschap van resten en afvallen van aluminium van post 760200 van de gecombineerde nomenclatuur en van resten en afvallen van lood van post 780200 van genoemde nomenclatuur een door de bevoegde autoriteiten van de Lid-Staten afgegeven uitvoervergunning te worden overgelegd. Deze uitvoervergunning moet zonder kosten voor alle gevraagde hoeveelheden worden afgegeven, met inachtneming van onderstaande bepalingen.

2. De uitvoervergunning wordt binnen een termijn van ten hoogste vijftien werkdagen na de indiening van de aanvraag op vertoon door verzoeker van een verkoopcontract voor het totaal van de gevraagde hoeveelheden afgegeven.

De vergunning is geldig voor twee maanden.

3. Elke Lid-Staat verstrekt de Commissie tijdens de eerste vijftien dagen van elke maand een opgave van:

- a) de hoeveelheden, uitgedrukt in ton, en de prijzen van de produkten waarvoor in de voorafgaande maand uitvoervergunningen zijn afgegeven;
- b) de hoeveelheden, uitgedrukt in ton, van de produkten die in de maand voorafgaande aan de onder a) bedoelde maand zijn uitgevoerd;

⁽¹⁾ PB nr. L 324 van 27. 12. 1969, blz. 25.

⁽²⁾ PB nr. L 211 van 20. 7. 1982, blz. 1.

⁽³⁾ PB nr. L 124 van 8. 6. 1970, blz. 1.

⁽⁴⁾ PB nr. L 377 van 31. 12. 1986, blz. 31

⁽⁵⁾ PB nr. L 38 van 8. 2. 1977, blz. 20.

- c) de hoeveelheden, uitgedrukt in ton, waarvan de uitvoer waarvoor vergunning is gegeven of die heeft plaatsgevonden, geschiedt in het kader van actieve of passieve veredeling;
- d) de derde landen van bestemming.

De Commissie stelt de Lid-Staten hiervan in kennis.

Artikel 2

Voor 1987 worden de volgende communautaire uitvoercontingenten ingesteld:

(in ton)

Nr. van de gecombineerde nomenclatuur	Omschrijving	Hoeveelheid
ex 2620	Assen en residuen van koper en koperlegeringen	28.500
ex 740400	Resten en afvallen van koper en koperlegeringen	36.280

genoemde veredelingsprodukten geen goederen zijn verwerkt die aan de voorwaarden van de artikelen 9 en 10 van het Verdrag voldoen;

- b) goederen die niet aan de artikelen 9 en 10 van het Verdrag voldoen worden uitgevoerd na te zijn opgeslagen in een douane-entrepot overeenkomstig Richtlijn 69/74/EEG van de Raad van 4 maart 1969 inzake de harmonisatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen met betrekking tot het stelsel van douane-entrepots ⁽²⁾, of na te zijn binnengebracht in vrije zones overeenkomstig Richtlijn 69/75/EEG van de Raad van 4 maart 1969 inzake de harmonisatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen met betrekking tot het stelsel van vrije zones ⁽³⁾.

Artikel 1, lid 3, onder c) en d), is van toepassing.

2. De tijdelijke uitvoer van de in artikel 2 genoemde goederen wordt afgeboekt op het quotum van de uitvoerende Lid-Staat.

Er kan evenwel met inachtneming van de procedure van artikel 11, leden 2 en 3, van Verordening (EEG) nr. 1023/70 een besluit worden genomen, waarbij krachtens Verordening (EEG) nr. 2473/86 van de Raad betreffende de regeling passieve veredeling ⁽⁴⁾ niet-afboeking wordt toegestaan.

Artikel 5

Titel III van Verordening (EEG) nr. 223/77 is op het verkeer binnen de Gemeenschap van de in artikel 2 genoemde produkten van toepassing.

Artikel 6

De Raad stelt te zijner tijd en in ieder geval vóór 31 december 1988 de maatregelen vast welke na het verstrijken van de geldigheidsduur van deze verordening voor de uitvoer van de in de artikelen 1 en 2, bedoelde produkten moeten worden genomen.

Artikel 7

Deze verordening treedt in werking op 1 januari 1988 en geldt tot en met 31 december 1988.

Artikel 3

De in artikel 2 vastgestelde contingenten worden verdeeld overeenkomstig de raming van de behoeften.

Artikel 4

1. De uitvoer van de in artikel 2 genoemde goederen wordt niet op het quotum van de uitvoerende Lid-Staat afgeboekt wanneer:

- a) de betrokken goederen in ongewijzigde staat of als veredelingsprodukten worden uitgevoerd na te zijn geplaatst onder de regeling actieve veredeling, schorsingssysteem, zoals bedoeld in Verordening (EEG) nr. 1999/85 ⁽¹⁾, voor zover bij de vervaardiging van

⁽¹⁾ PB nr. L 188 van 20. 7. 1985, blz. 1.

⁽²⁾ PB nr. L 58 van 8. 3. 1969, blz. 7.

⁽³⁾ PB nr. L 58 van 8. 3. 1969, blz. 11.

⁽⁴⁾ PB nr. L 212 van 2.8.1986, blz. 1.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke Lid-Staat.

Gedaan te Brussel, 22 december 1986.

Voor de Raad

De Voorzitter

Historical Archives of the European Commission

I. Quelle est la justification principale de la mesure ?

Sauvegarder l'approvisionnement communautaire de certains déchets de métaux non ferreux.

II. Caractéristiques des entreprises concernées

En particulier :

- Y a-t-il un grand nombre de PME ? NON

- note t'on des concentrations dans des régions :

- éligibles aux aides régionales des E.M. ? NON

- éligibles au Feder ? NON

III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?

AUCUNE

IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées indirectement aux entreprises via les autorités locales ?

Limitation des exportations vers les pays tiers des entreprises exportatrices.

V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON

- Lesquelles ?

VI. Quel est l'effet prévisible ?

- sur la compétitivité des entreprises ?

Assurer le maintien de l'approvisionnement de l'industrie.

- sur l'emploi ?

Aucun.

VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON

- avis des partenaires sociaux

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

COM(87) 567 final

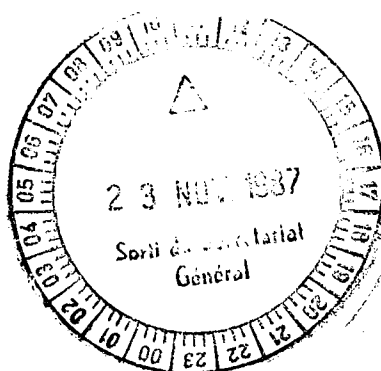
Brussels, 16 November 1987

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

on export arrangements for certain types of
non-ferrous metal waste and scrap

(submitted by the Commission)

COM(87) 567 final



EXPLANATORY MEMORANDUM

1. Under Council Regulation (EEC) No 4052/86 of 22 December 1986¹ exports of aluminium and lead waste and scrap (CCT subheadings 76.01 B and 78.01 B) were made subject for 1987 to a system of surveillance involving prior authorization to be issued in accordance with certain specific arrangements.

Exports of copper ash and residues and copper waste and scrap (CCT heading No ex 2603 and subheading 7401 D) were made subject to quotas for 1987 ; in addition, in accordance with Article 45 of the Act of Accession of Spain and Portugal, exports of the products concerned from the Community of Ten to Spain were also restricted.

2. The Commission considers that, taking into account the provisions of Regulation 2603/69 establishing common rules for exports² and also its examination of the Community market for the products concerned, the surveillance arrangements in force in 1987 for aluminium and lead waste should be renewed.
3. The Commission also considers that the quotas for exports to non-Community countries of copper ash and residues and copper waste and scrap should be maintained.

This is because Community copper refiners are still finding it difficult to obtain supplies of copper bearing materials (concentrate, ash and residues, waste and scrap of blister copper ; the difficulties arise partly from the structural weakness of internal sources of supply (65 % of net supplies being from external sources) and partly from distortions set up on the international market by the commercial policy of certain non-Community countries; in addition, given the current imbalance of tariff and non-tariff

¹ OJ L 377, 31.12.86, p. 31.

² OJ L 324, 27.12.69, p. 25.

measures in the copper sector, the danger of shortage is still a real one.

The restrictions established in 1987 (as in 1986) on exports from the Community of Ten to Spain could, however, be abolished.

This is in accordance with Article 45(4) of the Act of Accession, which stipulates that if exports from the Ten were to amount to less than 90 % of the quotas in 1986 and 1987, the quotas would be abolished on 1 January 1988. During the two years in question, the exports concerned were well below the 90 % level for both quotas.

4. The Advisory Committee set up by Regulation 2603/69 has been consulted.

All the Member States present were in favour of maintaining surveillance in respect of aluminium and lead waste. On the question of copper ash and waste, two Member States stated that they would normally prefer the quotas to be replaced by a surveillance system.

The Commission considers that the two quotas should be maintained, but at a somewhat higher level.

Accordingly, it is proposed that the Council adopt the attached proposal for a Regulation.

COUNCIL REGULATION (EEC) No

of

on export arrangements for certain types of non-ferrous metal waste and scrap

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 2603/69 of 20 December 1969 establishing common rules for exports⁽¹⁾, as last amended by Regulation (EEC) No 1934/82⁽²⁾, and in particular Article 7 thereof,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 1023/70 of 25 May 1970 establishing a common procedure for administering quantitative quotas⁽³⁾, as last amended by the Act of Accession of Spain and Portugal, and in particular Article 2 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas, under Regulation (EEC) No 4052/86⁽⁴⁾, exports of aluminium and lead waste and scrap were made subject, for 1987, to production of a prior export licence to be issued by the appropriate authorities of the Member States according to procedures to be laid down; whereas these arrangements expire on 31 December 1987; whereas it is advisable to retain them for 1988 with a view to following closely the trend of exports of the products concerned;

Whereas Community refiners are continuing to experience supply difficulties over the whole spectrum of copper materials; whereas these difficulties derive in particular from the current imbalance of tariff and non-tariff measures on the world copper market; whereas the quota system in force in 1987 under Regulation (EEC) No 4052/86 should, therefore, be maintained in 1988 for exports of copper ash and residues and copper waste and scrap;

Whereas, in accordance with Article 45 of the Act of Accession, exports to Spain from the Community of Ten of copper ash and residues and copper waste and scrap must be restricted for a transitional period;

Whereas the estimate of requirements is a satisfactory criterion for the allocation of quotas among third countries;

Whereas the provisions relating to the monitoring of intra-Community trade laid down in Commission Regulation (EEC) No 223/77 of 22 December 1976 on provisions for the implementation of the Community transit procedure and for certain simplifications of that procedure⁽⁵⁾ apply only if the measures introducing export restrictions provide for their application;

Whereas the Committee set up by Regulation (EEC) No 2603/69 has been consulted,

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

1. Community exports between 1 January and 31 December 1988 of aluminium waste and scrap falling within subheading 760200 of the Combined Nomenclature and lead waste and scrap falling within subheading 780200 of the said Nomenclature shall be subject to production of an export licence to be issued by the appropriate authorities of the Member States. The licence shall be issued free of charge, for such quantities as are requested, subject to the provisions set out below.

2. The export licence shall be issued within not more than 15 working days of the date of the application, on presentation by the applicant of a sales contract for the entire quantity applied for.

The licence shall be valid for two months.

3. Each Member State shall inform the Commission of the following within the first 15 days of each month:

- (a) the quantities in tonnes and the prices of the products for which export licences have been issued during the previous month;
- (b) the quantities in tonnes of products which have been exported during the month preceding that referred to under point (a);

(1) OJ No L 324, 27. 12. 1969, p. 25.

(2) OJ No L 211, 20. 7. 1982, p. 1.

(3) OJ No L 124, 8. 6. 1970, p. 1.

(4) OJ No L 377, 31. 12. 1986, p. 31.

(5) OJ No L 38, 9. 2. 1977, p. 20.

- (c) the quantities in tonnes authorized for export or exported under inward or outward processing arrangements;
- (d) the third country of destination.

The Commission shall pass this information to the Member States.

Article 2

Community export quotas shall be established as follows for 1988:

Combined Nomenclature heading No	Description	Quantity
ex 2620	Ash and residues of copper and copper alloys	28 500
ex 740400	Waste and scrap of copper and copper alloys	36 280

complying with the conditions of Articles 9 and 10 of the Treaty are not used in the manufacture of the said compensating products;

- (b) where goods not complying with Articles 9 and 10 of the Treaty are exported after having been placed in customs warehouses in accordance with Council Directive 69/74/EEC of 4 March 1969 on the harmonization of provisions laid down by law, regulation or administrative action relating to customs warehousing procedure⁽²⁾, or in free zones in accordance with Council Directive 69/75/EEC of 4 March 1969 on the harmonization of provisions laid down by law, regulation or administrative action relating to free zones⁽³⁾.

Article 1 (3) (c) and (d) shall apply.

2. Temporary exports of the goods referred to in Article 2 shall be charged against the quota of the exporting Member State.

However, a decision allowing goods not to be charged by using the outward processing arrangements provided for by Council Regulation (EEC) No 2473/80 (4) may be

taken under the procedure set out in Article 11 (2) and (3) of Regulation (EEC) No 1023/70.

Article 5

Title III of Regulation (EEC) No 223/77 shall apply to the movement within the Community of the products listed in Article 2.

Article 6

The Council shall decide in due time, and in any case before 31 December 1988, on the measures to be taken regarding the export of the products listed in Articles 1 and 2 after this Regulation has expired.

Article 7

This Regulation shall enter into force on 1 January 1988 and shall expire on 31 December 1988.

1. Exports of the goods referred to in Article 2 shall not be charged against the quota of the exporting Member State:

- (a) Where the goods are exported in the unaltered state or as compensating products under the inward processing, relief arrangements, suspension system, provided for in Regulation (EEC) No 1999/85⁽¹⁾, as long as goods

⁽¹⁾ OJ No L 188, 20. 7. 1985, p. 1.

⁽²⁾ OJ No L 58, 8. 3. 1969, p. 7.

⁽³⁾ OJ No L 58, 8. 3. 1969, p. 11.

⁽⁴⁾ OJ No L 212, 2. 8. 1986, p. 1.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels, 22 December 1986.

For the Council

The President

Historical Archives of the European Commission

I. Quelle est la justification principale de la mesure ?

Sauvegarder l'approvisionnement communautaire de certains déchets de métaux non ferreux.

II. Caractéristiques des entreprises concernées

En particulier :

- Y a-t-il un grand nombre de PME ? NON

- note t-on des concentrations dans des régions :

- éligibles aux aides régionales des E.M. ? NON

- éligibles au Feder ? NON

III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?

AUCUNE

IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées indirectement aux entreprises via les autorités locales ?

Limitation des exportations vers les pays tiers des entreprises exportatrices.

V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON

- Lesquelles ?

VI. Quel est l'effet prévisible ?

- sur la compétitivité des entreprises ?

Assurer le maintien de l'approvisionnement de l'industrie.

- sur l'emploi ?

Aucun.

VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON

- avis des partenaires sociaux

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

KOM(87) 567 endelig udg.

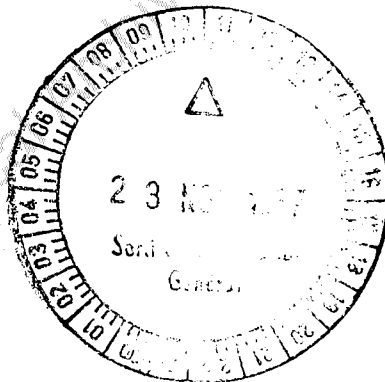
Bruxelles, den 16. november 1987

Forslag til

RÅDETS FORORDNING (EØF)

om forordningen for udførsel af visse former
for affald og skrot af non-ferro metaller

—
(forelagt af Kommissionen)



BEGRUNDELSE

1. I henhold til Rådets forordning (EØF) nr. 4052/86 af 22. december 1986 (1) har udførslen af affald og skrot af aluminium og bly (FTT 76.01 B og 78.01 B) i 1987 været undergivet en tilsynsordning omfattende en forudgående tilladelse, der udstedes efter visse regler.

Udførslen af aske og restprodukter af kobber samt affald og skrot af kobber (FTT ex 26.03 og 74.01 D) har i 1987 været undergivet en kontingentordning; i henhold til artikel 45 i Akten vedrørende Spaniens og Portugals Tiltrædelse har udførslen af disse varer til Spanien fra De Ti ligeledes været begrænset.

2. Under hensyntagen til bestemmelserne i forordning 2603/69 om fastsættelse af en fælles udførselsordning (2) og til undersøgelsen af markedet i Fællesskabet for disse varer, bør den tilsynsordning vedrørende affald af aluminium og bly, der har været gældende i 1987, efter Kommissionens opfattelse videreføres.
3. For så vidt angår aske og restprodukter samt affald og skrot af kobber mener Kommissionen, at kontingenterne for udførslen til tredjelande bør opretholdes.

Kobberraffinaderierne i Fællesskabet har fortsat forsyningsvanskeligheder for så vidt angår kobberholdige materialer (koncentrater, aske og restprodukter, affald og skrot og uraffineret kobber); disse problemer skyldes dels de strukturelle vanskeligheder i forbindelse med selvforsyningen med den pågældende vare (65% af nettotilførslen stammer fra tredjelande), dels fordrejninger på det internationale marked som følge af visse tredjelandes handelspolitik;

(1) EFT L 377 af 31.12.1986, s. 31.

(2) EFT L 324 af 27.12.1969, s. 25.

I den nuværende situation med uligevægt inden for de toldmæssige og ikke-toldmæssige foranstaltninger i kobbersektoren er der endvidere fortsat en reel risiko for, at der kan opstå mangel på disse varer.

De begrænsninger, der blev fastsat i 1987 (såvel som i 1986) for udførslen til Spanien fra De Ti, bør ophæves.

I artikel 45, stk. 4, i Tiltrædelsesakten er det fastsat, at såfremt udførslerne fra De Ti i løbet af 1986 og 1987 har udgjort mindre end 90% af kontingenterne, skal disse ophæves pr. 1. januar 1988. I løbet af de pågældende to år har disse udførsler udgjort langt under 90% af de to kontingenter.

4. Det rådgivende udvalg, der er nedsat ved forordning (EØF) nr. 2603/69, er blevet hørt. Samtlige repræsenterede medlemsstater afgav positiv udtalelse for så vidt angår opretholdelse af et tilsyn med affald af aluminium og bly. Hvad angår aske og affald af kobber meddelte to af medlemsstaterne, at de principielt ønskede, at kontingenterne blev erstattet med en tilsynsordning.

Kommissionen finder det nødvendigt at opretholde disse to kontingenter med en vis forhøjelse.

Kommissionen foreslår derfor, at Rådet vedtager vedlagte forslag til forordning.

RÅDETS FORORDNING (EØF) Nr.

af

om ordningen for udførsel af visse former for affald og skrot af non-ferro metaller

RÅDET FOR DE EUROPÆISKE
FÆLLESSKABER HAR —

under henvisning til Traktaten om Oprettelse af Det Europæiske Økonomiske Fællesskab,

under henvisning til Rådets forordning (EØF) nr. 2603/69 af 20. december 1969 om fastlæggelse af en fælles udførselsordning⁽¹⁾, senest ændret ved forordning (EØF) nr. 1934/82⁽²⁾, særlig artikel 7,

under henvisning til Rådets forordning (EØF) nr. 1023/70 af 25. maj 1970 om fastlæggelse af en fælles procedure for administrationen af kvantitative kontingenter⁽³⁾, senest ændret ved Akten vedrørende Spaniens og Portugals tiltrædelse, særlig artikel 2,

under henvisning til forslag fra Kommissionen, og

ud fra følgende betragtninger:

I henhold til forordning (EØF) nr. 4052/86⁽⁴⁾ har udførslen af affald og skrot af aluminium og bly i 1987 været betinget af en forudgående eksporttilladelse, der udstedes af de kompetente myndigheder i medlemsstaterne efter bestemte regler; denne ordning udløber den 31. december 1987, men bør opretholdes i 1988, så udviklingen i udførslen af de pågældende varer kan følges nøje;

for alle kobberholdige materialer har Fællesskabets raffinaderier fortsat forsyningsvanskeligheder; disse problemer skyldes særlig den nuværende situation med uligevægt inden for de toldmæssige og ikke-toldmæssige bestemmelser på verdensmarkedet for kobber; kontingenteringsskemaet, der har været gældende i 1987 i henhold til forordning (EØF) nr. 4052/86, bør derfor opretholdes i 1988 for eksport af aske og restprodukter samt affald og skrot af kobber;

det anslåede behov er et velegnet fordelingskriterium for kontingenter over for tredjelande;

de bestemmelser om kontrol med varebevægelserne inden for Fællesskabet, der er fastlagt i Kommissionens forordning (EØF) nr. 223/77 af 22. december 1976 om gennemførelsesbestemmelser vedrørende fællesskabsforsendelse og regler om forenkling af denne⁽⁵⁾, anvendes kun i det omfang, foranstaltningerne til indførelse af eksportrestriktioner foreskriver dette;

det ved forordning (EØF) nr. 2603/69 nedsatte udvalg er blevet hørt —

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

Artikel 1

1. I perioden fra den 1. januar til den 31. december 1988 skal der ved eksport fra Fællesskabet af affald og skrot af aluminium, henhørende under pos. 7602 00, i den kombinerede nomenklatur, og af affald og skrot af bly, henhørende under pos. 7802 00 i nævnte nomenklatur, fremlægges en eksporttilladelse, der er udstedt af medlemsstaternes kompetente myndigheder. Denne tilladelse skal udstedes uden omkostninger for hele den mængde, ansøgningen vedrører, jf. dog nedenstående bestemmelser.

2. Eksporttilladelsen udstedes senest 15 arbejdsdage efter indgivelse af ansøgningen, når ansøgeren fremviser en købekontrakt for den samlede mængde, ansøgningen vedrører.

Tilladelsen er gyldig i to måneder.

3. Hver medlemsstat meddeler i løbet af de første 15 dage i hver måned Kommissionen følgende:

- mængden i tons af og priserne for de varer, for hvilke der i den foregående måned er udstedt eksporttilladelser;
- mængden i tons af de varer, der er eksporteret måneden forud for den under litra a) nævnte måned;

⁽¹⁾ EFT nr. L 324 af 27. 12. 1969, s. 25.

⁽²⁾ EFT nr. L 211 af 20. 7. 1982, s. 1.

⁽³⁾ EFT nr. L 124 af 8. 6. 1970, s. 1.

⁽⁴⁾ EFT nr. L 377 af 31. 12. 1986, s. 31.

⁽⁵⁾ EFT nr. L 38 af 8. 2. 1977, s. 20.

c) mængden i tons af de varer, som er blevet tilladt eksporteret eller faktisk er eksporteret som led i proceduren for aktiv eller passiv forædling;

d) de tredjelande, som varerne er bestemt til.

Kommissionen underretter medlemsstaterne herom.

Artikel 2

For 1988 indføres følgende fællesskabskontingenter for udførsel:

(tons)		
KN-kode	Varebeskrivelse	Mængde
ex 2620	Aske og restprodukter af kobber og kobberlegeringer	28 500
ex 740400	Affald og skrot af kobber og kobberlegeringer	36 280

varer, der opfylder betingelserne i traktatens artikel 9 og 10, ikke er indgået i fremstillingen af nævnte forædlingsprodukter;

b) såfremt de pågældende varer, der ikke opfylder betingelserne i traktatens artikel 9 og 10, udføres efter anbringelse på toldoplag i henhold til Rådets direktiv 69/74/EØF af 4. marts 1969 om harmonisering af lovgivning om toldoplag ⁽¹⁾ eller i frizoner i henhold til Rådets direktiv 69/75/EØF af 4. marts 1969 om harmonisering af lovgivning om frizoner ⁽²⁾.

Bestemmelserne i artikel 1, stk. 3, litra c) og d), anvendes.

2. Midlertidig udførsel af de i artikel 2 omhandlede varer afskrives på den eksporterende medlemsstats kvote.

Afgørelse om, at der ikke skal finde afskrivning sted under anvendelse af proceduren for passiv forædling, som er fastsat i forordning (EØF) nr. 2473/86 (4), kan dog træffes efter proceduren, i artikel 11, stk. 2 og 3, i forordning (EØF) nr. 1023/70.

Artikel 5

Bestemmelserne i afsnit III i forordning (EØF) nr. 223/77 anvendes på de i artikel 2 nævnte varers bevægelser inden for Fællesskabet.

Artikel 6

Rådet fastsætter i god tid og under alle omstændigheder inden den 31. december 1988 foranstaltninger, som med hensyn til udførsel af de i artikel 1 og 2 nævnte varer skal træffes efter udløbet af gyldighedsperioden for denne forordning.

Artikel 7

Denne forordning træder i kraft den 1. januar 1988 og udløber den 31. december 1988.

⁽¹⁾ EFT nr. L 58 af 8. 3. 1969, s. 7.

⁽²⁾ EFT nr. L 58 af 8. 3. 1969, s. 11.

⁽⁴⁾ EFT nr. L 212 af 2. 8. 1986, s. 1.

⁽¹⁾ EFT nr. L 188 af 20. 7. 1985, s. 1.

Denne forordning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i Bruxelles, den

På Rådets vegne

Formand

Historical Archives of the European Commission

I. Quelle est la justification principale de la mesure ?

Sauvegarder l'approvisionnement communautaire de certains déchets de métaux non ferreux.

II. Caractéristiques des entreprises concernées

En particulier :

- Y a-t-il un grand nombre de PME ? NON

- note t-on des concentrations dans des régions :

- éligibles aux aides régionales des E.M. ? NON

- éligibles au Feder ? NON

III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?

AUCUNE

IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées indirectement aux entreprises via les autorités locales ?

Limitation des exportations vers les pays tiers des entreprises exportatrices.

V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON

- Lesquelles ?

VI. Quel est l'effet prévisible ?

- sur la compétitivité des entreprises ?

Assurer le maintien de l'approvisionnement de l'industrie.

- sur l'emploi ?

Aucun.

VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON

- avis des partenaires sociaux

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

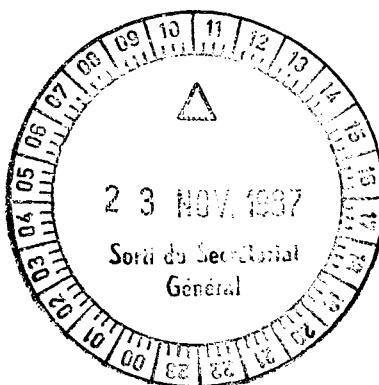
COM (87) 567, τελικό

Βρυξέλλες, 16 Νοεμβρίου 1987

ΠΡΟΤΑΣΗΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ ΕΟΚ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για το καθεστώς εξαγωγής ορισμένων απορριμμάτων
και θραυσμάτων μη σιδηρούχων μετάλλων

(υποβληθείσα από την Επιτροπή)



1. Σύμφωνα με τον κανονισμό ΕΟΚ αριθ. 4052/86 του Συμβουλίου της 22ας Δεκεμβρίου 1986 (1) οι εξαγωγές ορισμένων απορριμμάτων και θραυσμάτων αργιλίου και μολύβδου (ΤΔC 7901 Β και 7801 Β) υπόκεινται για το 1987 σε ένα σύστημα ελέγχου το οποίο περιλαμβάνει την προηγούμενη χορήγηση άδειας σύμφωνα με συγκεκριμένους όρους.

Οι εξαγωγές τέφρες και υπολείμμάτων χαλκού καθώς και τα απορρίμματα και θραύσματα χαλκού (ΤΔC ΕΧ 2603 και 7401 D) απετέλεσαν αντικείμενο, για το 1987, επιβολής ποσόστωσης* επιπλέον, σύμφωνα με το άρθρο 45 της Πράξης Προσχώρησης της Ισπανίας και της Πορτογαλίας, οι εξαγωγές αυτών των προϊόντων από την Κοινότητα των 10 στην Ισπανία περιορίστηκαν επίσης.

2. Η Επιτροπή θεωρεί ότι, λαμβάνοντας υπόψη τις διατάξεις του κανονισμού 2603/69 για τη θέσπιση κοινού καθεστώτος το οποίο θα εφαρμόζεται στις εξαγωγές (2) και της εξέτασης της κοινοτικής αγοράς όσον αφορά τα προϊόντα αυτά, το καθεστώς ελέγχου που ίσχυσε το 1987 για τα απορρίμματα αργιλίου και μολύβδου πρέπει να ανανεωθεί.

3. Όσον αφορά τις τέφρες και τα υπόλοιπα καθώς και τα απορρίμματα και τα θραύσματα χαλκού, η Επιτροπή έχει τη γνώμη ότι πρέπει να διατηρηθούν οι ποσοστώσεις κατά την εξαγωγή προς τις τρίτες χώρες.

Πράγματι οι διυλιστές χαλκού της Κοινότητας εξακολουθούν να αντιμετωπίζουν δυσκολίες ανεφοδιασμού όσον αφορά όλα τα υλικά από χαλκό (συμπυκνωμένα, τέφρες και υπολείμματα, απορρίμματα και θραύσματα χαλκού BLISTER)* οι δυσκολίες αυτές απορρέουν αφενός μεν από την ευάλωτη διάρθρωση του αυτο-ανεφοδιασμού των εν λόγω προϊόντων (65 % καθαρών εξωτερικών εισφορών) αφετέρου δε από τις διασπρεβλώσεις που προκλήθηκαν στη διεθνή αγορά από την εμπορική πολιτική ορισμένων τρίτων χωρών* επιπλέον, λόγω της παρούσας κατάστασης

(1) ΕΕ αριθ. L 377/31 της 31.12.86

(2) ΕΕ αριθ. L 324/25 της 27.12.69

ανισορροπίας των δασμολογικών και μη δασμολογικών μέτρων στον τομέα του χαλκού, ο κίνδυνος έλλειψης είναι συγκεκριμένος.

Όσον αφορά τους περιορισμούς που καθορίστηκαν το 1987 (όπως και το 1986) για τις εξαγωγές προς την Ισπανία από την Κοινότητα των δέκα, οι περιορισμοί αυτοί πρέπει να καταργηθούν.

Πράγματι, το άρθρο 45, παράγραφος 4, της Πράξης Προσχώρησης ορίζει ότι, εάν στη διάρκεια των ετών 1986 και 1987 οι εξαγωγές των δέκα ήταν κατώτερες από το 90 % των ποσοστώσεων, οι τελευταίες αυτές πρέπει να καταργηθούν την 1η Ιανουαρίου 1988. Στη διάρκεια των δύο εν λόγω ετών, οι εισαγωγές αυτές ήταν κατά πολύ κατώτερες του 90 % των δύο ποσοστώσεων.

4. Ζητήθηκε η γνώμη της Συμβουλευτικής Επιτροπής του Κανονισμού 2603/69. Όλα τα κράτη μέλη που ήσαν παρόντα, εξέφρασαν ευνοϊκή γνώμη για τη διατήρηση του ελέγχου όσον αφορά τα απορρίμματα αργιλίου και μολύβδου. Όσον αφορά τις τέρες και τα απορρίμματα χαλκού, δύο κράτη μέλη υπέδειξαν ότι επιθυμούν καταρχήν την αντικατάσταση των ποσοστώσεων από ένα σύστημα ελέγχου· προσέθεσαν ωστόσο ότι θα μπορούσαν ενδεχομένως να αποδεχθούν τη διατήρηση των δύο ποσοστώσεων με τον όρο να αυξηθούν.
Η Επιτροπή κρίνει ότι είναι απαραίτητη η διατήρηση των δύο αυτών ποσοστώσεων με μια κάποια αύξηση.

Συνεπώς, προτείνεται στο Συμβούλιο να εγκρίνει την πρόταση κανονισμού που επισυνάπτεται στην παρούσα αιτιολογική έκθεση.

της
για το καθεστώς εξαγωγής ορισμένων απορριμμάτων και θραυσμάτων
μη σιδηρούχων μετάλλων

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ,

Έχοντας υπόψη :

τη συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας,

τον κανονισμό ΕΟΚ αριθ. 2603/69 του Συμβουλίου, της 20ης Δεκεμβρίου 1969, για τη θέσπιση κοινού καθεστώτος εξαγωγών (1), όπως τροποποιήθηκε τελευταία από τον κανονισμό ΕΟΚ αριθ. 1934/82 (2), και ιδίως το άρθρο 7,

τον κανονισμό ΕΟΚ αριθ. 1023/70 του Συμβουλίου, της 25ης Μαΐου 1970, για τη θέσπιση κοινής διαδικασίας διαχείρισης των ποσοστώσεων (3), όπως τροποποιήθηκε τελευταία από την Πράξη Προσχώρησης της Ισπανίας και της Πορτογαλίας και ιδίως το άρθρο 2,

την πρόταση της Επιτροπής,

εκτιμώντας :

ότι, με τον κανονισμό ΕΟΚ αριθ. 4052/86 (4), οι εξαγωγές απορριμμάτων και θραυσμάτων αργιλίου και μολύβδου ύποκειντο για το 1987, σε προηγούμενη άδεια εξαγωγής, χορηγούμενη από τις αρμόδιες αρχές των κρατών μελών, σύμφωνα με συγκεκριμένους όρους* ότι το καθεστώς αυτό λήγει στις 31 Δεκεμβρίου 1987, και θα πρέπει να διατηρηθεί κατά το 1988 για να είναι δυνατό να παρακολουθείται από κοντά η εξέλιξη των εξαγωγών των εν λόγω προϊόντων*

ότι οι διυλιότες της Κοινότητας συνεχίζουν να αντιμετωπίζουν δυσκολίες ανεφοδιασμού, όσον αφορά όλα τα υλικά από χαλκό* ότι οι δυσκολίες αυτές απορρέουν από την παρούσα κατάσταση ανισορροπίας των δασμολογικών και μη δασμολογικών μέτρων της παγκόσμιας αγοράς χαλκού* ότι πρέπει συνεπώς να διατηρηθεί κατά το 1988, για τις εξαγωγές τέφρας και υπολειμμάτων χαλκού καθώς και απορριμμάτων και θραυσμάτων χαλκού, το σύστημα ποσοστώσεων που ίσχυε κατά το 1987 δυνάμει του κανονισμού ΕΟΚ αριθ. 4052/86*

ότι οι εκτιμήσεις των αναγκών αποτελούν καλό κριτήριο για την κατανομή των ποσοστώσεων μεταξύ των τρίτων χωρών*

ότι οι διατάξεις σχετικά με τον έλεγχο του ενδοκοινοτικού εμπορίου, που προβλέπονται στον κανονισμό ΕΟΚ αριθ. 223/77 της Επιτροπής της 22ας Δεκεμβρίου 1976, περί των διατάξεων εφαρμογής καθώς και των μέτρων απλουστεύσεως του καθεστώτος της κοινοτικής διαμετακομίσσεως (5), εφαρμόζονται μόνον εφόσον τα μέτρα που καθορίζουν

(1) ΕΕ αριθ. L 324 της 27.12.1969, σ. 25

(2) ΕΕ αριθ. L 211 της 20.7.1982, σ. 1

(3) ΕΕ αριθ. L 124 της 8.6.1970, σ. 1

(4) ΕΕ αριθ. L 377 της 31.12.86, σ. 31

(5) ΕΕ αριθ. L 38 της 8.2.1977, σ. 20

τους περιορισμούς στην εξαγωγή προβλέπουν την εφαρμογή τους”
ότι ζητήθηκε η γνώμη της Επιτροπής που έχει συσταθεί με τον
κανονισμό ΕΟΚ αριθ. 2603/69,

ΕΞΕΔΩΣΕ ΤΟΝ ΠΑΡΟΝΤΑ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟ,

Άρθρο 1

1. Για την περίοδο από 1η Ιανουαρίου έως 31 Δεκεμβρίου 1988, οι
εξαγωγές απορριμμάτων και θραυσμάτων αργιλίου που υπάγονται στη
διάκριση 760200 της συνδυασμένης ονοματολογίας και απορριμμάτων και θραυσμάτων
μολύβδου, που υπάγονται στη διάκριση 780200 της εν λόγω ονοματολογίας προελεύ-
σεως Κοινότητας υπόκεινται στην προσκόμιση αδείας εξαγωγής
που χορηγείται από τις αρμόδιες αρχές των κρατών μελών. Η άδεια
αυτή πρέπει να χορηγείται δωρεάν για κάθε ζητούμενη ποσότητα,
με την επιφύλαξη των παρακάτω διατάξεων.

2. Η άδεια εξαγωγής χορηγείται εντός ανώτατης προθεσμίας 15
εργάσιμων ημερών από την κατάθεση της αιτήσεως κατόπιν προσκομί-
σεως από τον αιτούντα συμβάσεως πωλήσεως για το σύνολο των ζητου-
μένων ποσοτήτων.

Η άδεια ισχύει για χρονικό διάστημα δύο μηνών.

3. Κάθε κράτος μέλος ανακοινώνει στην Επιτροπή, κατά τη διάρκεια
του πρώτου δεκαπενθημέρου κάθε μήνα :

- α) τις ποσότητες σε τόνους και τις τιμές των προϊόντων για τα οποία
έχουν εκδοθεί άδειες εξαγωγής κατά τη διάρκεια του προηγούμενου
μήνα”
- β) τις ποσότητες σε τόνους των προϊόντων τα οποία έχουν εξαχθεί
κατά τη διάρκεια του μήνα που προηγείται εκείνου που αναφέρε-
ται στο σημείο α)”

γ) τις ποσότητες σε τόνους των προϊόντων των οποίων η επιτρεπόμενη ή πραγματοποιηθείσα εξαγωγή εντάσσεται στα πλαίσια ενεργειών τελειοποιήσεως προς επανεξαγωγή ή επανεισαγωγή.

δ) τις τρίτες χώρες προορισμού.

Η Επιτροπή ενημερώνει σχετικά τα κράτη μέλη.

Άρθρο 2

Για το έτος 1988 θεσπίζονται οι ακόλουθες κοινοτικές ποσοστώσεις κατά την εξαγωγή :

Κλάση της Συνδυασμένης Ονοματολογίας	Περιγραφή εμπορευμάτων	Ποσότητες σε τόνους
EX 2620	Τέφρες και υπολείμματα χαλκού και των κραμάτων του	28.500
EX 740400	Απορρίμματα και θραύσματα χαλκού και των κραμάτων του	36.280

Άρθρο 3

Οι ποσοστώσεις που καθορίζονται στο άρθρο 2 κατανέμονται σύμφωνα με τις υπολογιζόμενες ανάγκες.

Άρθρο 4

1. Δεν καταλογίζονται στο μερίδιο ποσόστωσης του κράτους μέλους εξαγωγής οι εξαγωγές εμπορευμάτων που αναφέρονται στο άρθρο 2 :

α) όταν τα εμπορεύματα εξαγονται, ως έχουν ή ως παράγωγα προϊόντα, μετά την υπαγωγή τους στο καθεστώς τελειοποίησης προς επανεξαγωγή, δηλαδή στο σύστημα αναστολής που προβλέπεται στον κανονισμό ΕΟΚ αριθ. 1999/85 (1), εφόσον εμπορεύματα που ανταποκρίνονται στους όρους των άρθρων 9 και 10 της συνθήκης δεν υπεισέρχονται στην κατασκευή των εν λόγω παραγώγων προϊόντων"

(1) ΕΕ αριθ. L 188 της 20.7.1985, σ. 1.

β) όταν τα εμπορεύματα αυτά, τα οποία δεν είναι σύμφωνα με τα άρθρα 9 και 10 της συνθήκης, εξαγονται μετά από την τοποθέτησή τους σε τελωνειακή αποταμίευση, σύμφωνα με την οδηγία 69/74/ΕΟΚ του Συμβουλίου της 4ης Μαρτίου 1969 περί εναρμονίσεως των νομοθετικών, κανονιστικών και διοικητικών διατάξεων που αφορούν το καθεστώς της τελωνειακής αποταμίευσης (2), ή σε ελεύθερες ζώνες σύμφωνα με την οδηγία 60/75/ΕΟΚ του Συμβουλίου της 4ης Μαρτίου 1969, περί εναρμονίσεως των νομοθετικών κανονιστικών και διοικητικών διατάξεων που αφορούν το καθεστώς των ελευθέρων ζωνών (3).

Το άρθρο 1 παράγραφος 3 στοιχεία γ) και δ) εφαρμόζεται.

2. Οι προσωρινές εξαγωγές των εμπορευμάτων που αναφέρονται στο άρθρο 2 καταλογίζονται στο μερίδιο του κράτους μέλους εξαγωγής.

Εντούτοις, απόφαση που επιτρέπει τον μη καταλογισμό κατ'εφαρμογή του κανονισμού ΕΟΚ αριθ. 2473/86 του Συμβουλίου σχετικά με το καθεστώς τελειοποίησης προς επανεισαγωγή (4), μπορεί να εκδοθεί σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπεται στο άρθρο 11 παράγραφοι 2 και 3 του κανονισμού ΕΟΚ αριθ. 1023/70.

Άρθρο 5

Ο τίτλος ΙΙΙ του κανονισμού ΕΟΚ αριθ. 223/77 εφαρμόζεται ως προς την κυκλοφορία στο εσωτερικό της Κοινότητας των προϊόντων που αναφέρονται στο άρθρο 2.

Άρθρο 6

Το Συμβούλιο καθορίζει, εν ευθέτω χρόνω, και όπωσδήποτε πριν από τις 31 Δεκεμβρίου 1988, τα μέτρα που πρέπει να ληφθούν, μετά από την παύση ισχύος του παρόντος κανονισμού, για την εξαγωγή των προϊόντων που αναφέρονται στα άρθρα 1 και 2.

Άρθρο 7

Ο παρών κανονισμός αρχίζει να ισχύει την 1η Ιανουαρίου 1988 και παύει να ισχύει στις 31 Δεκεμβρίου 1988.

(2) ΕΕ αριθ. L 58 της 8.3.1969, σ. 7

(3) ΕΕ αριθ. L 58 της 8.3.1969, σ. 11

(4) ΕΕ αριθ. L 212 της 2.8.1986, σ. 1

Ο παρών κανονισμός είναι δεσμευτικός ως προς όλα τα μέρη του
και ισχύει άμεσα σε κάθε κράτος μέλος.

Βρυξέλλες,

Για το Συμβούλιο

Ο Πρόεδρος

Historical Archives of the European Commission

I. Quelle est la justification principale de la mesure ?

Sauvegarder l'approvisionnement communautaire de certains déchets de métaux non ferreux.

II. Caractéristiques des entreprises concernées
En particulier :

- Y a-t-il un grand nombre de PME ? NON

- note t'on des concentrations dans des régions :

- éligibles aux aides régionales des E.M. ? NON

- éligibles au Feder ? NON

III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?

AUCUNE

IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées indirectement aux entreprises via les autorités locales ?

Limitation des exportations vers les pays tiers des entreprises exportatrices.

V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON

- Lesquelles ?

VI. Quel est l'effet prévisible ?

- sur la compétitivité des entreprises ?

Assurer le maintien de l'approvisionnement de l'industrie.

- sur l'emploi ?

Aucun.

VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON

- avis des partenaires sociaux

COMISIÓN DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

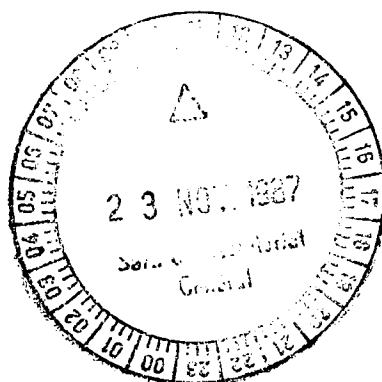
COM(87) 567 final

Bruselas, 16 de noviembre de 1987

Propuesta de
REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

relativo al régimen de exportación de determinados
desperdicios y restos de metales no ferrosos

(presentado por la Comisión)



COM(87) 567 final

REGLAMENTO (CEE) N°

DEL CONSEJO

de

relativo al régimen de exportación de determinados desperdicios y restos de metales no ferrosos

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea,

Visto el Reglamento (CEE) n° 2603/69 del Consejo, de 20 de diciembre de 1969, sobre el establecimiento de un régimen común aplicable a las exportaciones ⁽¹⁾ modificado en último lugar por el Reglamento (CEE) n° 1934/82 ⁽²⁾ y, en particular, su artículo 7,

Visto el Reglamento (CEE) n° 1023/70 del Consejo, de 25 de mayo de 1970, sobre el establecimiento de un procedimiento común de gestión de los contingentes cuantitativos ⁽³⁾ modificado en último lugar por el Acta de adhesión de España y de Portugal,

Vista la propuesta de la Comisión,

Considerando que, por el Reglamento (CEE) n° 4052/86 ⁽⁴⁾, las exportaciones de desperdicios y restos de aluminio y de plomo han quedado subordinadas, para 1987, a una autorización previa de exportación que las autoridades competentes de los Estados miembros deberán expedir según determinadas modalidades; que dicho régimen expira el 31 de diciembre de 1987 y que conviene mantenerlo para 1988 a fin de poder seguir de cerca la evolución de las exportaciones de los productos de que se trate;

Considerando que los refinadores de la Comunidad siguen teniendo dificultades de abastecimiento en el conjunto de las materias de cobre; que dichas dificultades provienen en particular del estado actual de desequilibrio de las medidas arancelarias y no arancelarias en el mercado mundial del cobre; que conviene, por consiguiente, mantener en 1988, respecto a las exportaciones de las cenizas y residuos así como a los desperdicios y restos de cobre, el sistema de contingentación en vigor en 1987 con arreglo al Reglamento (CEE) n° 4052/86;

Considerando que con arreglo al artículo 45 del Acta de adhesión, las exportaciones a España de la Comunidad de los Diez deben estar limitadas, a título transitorio, por lo que respecta a las cenizas y residuos de cobre, así como a los desperdicios y restos de cobre;

Considerando que las estimaciones de necesidades constituyen un buen criterio de reparto de los citados contingentes entre países terceros;

Considerando que las disposiciones referentes al control del tráfico intracomunitario previstas por el Reglamento (CEE) n° 223/77 de la Comisión, de 22 de diciembre de 1976, sobre disposiciones de aplicación así como medidas de simplificación del régimen de tránsito comunitario ⁽⁵⁾, se aplicarán sólo si las medidas que establecen las restricciones a la exportación prevén su aplicación;

Considerando que se ha consultado al comité constituido por el Reglamento (CEE) n° 2603/69,

HA ADOPTADO EL PRESENTE REGLAMENTO:

Artículo 1

1. Para el período del 1 de enero al 31 de diciembre de 1988, las exportaciones de desperdicios y restos de aluminio recogidos en la subpartida 760200 de la nomenclatura combinada y de desperdicios y restos de plomo recogidos en la subpartida 780200 de dicha nomenclatura, procedentes de la Comunidad, quedarán subordinados a la presentación de una autorización de exportación que las autoridades competentes de los Estados miembros deberán expedir. Dicha autorización deberá expedirse sin gastos, para todas las cantidades solicitadas, sujeta a las disposiciones siguientes.

2. La autorización de exportación se entregará en un plazo máximo de quince días laborables previa presentación de la solicitud, mediante exhibición por el solicitante de un contrato de venta para el conjunto de las cantidades solicitadas.

La autorización será válida para un período de dos meses.

3. Cada Estado miembro comunicará a la Comisión, en el transcurso de los primeros quince días de cada mes:

- a) las cantidades en toneladas y los precios de los productos objeto de las autorizaciones de exportación expedidas durante el mes anterior;
- b) las cantidades en toneladas de los productos objeto de exportaciones durante el mes anterior contemplado en la letra a);

⁽¹⁾ DO n° L 324 de 27. 12. 1969, p. 25.

⁽²⁾ DO n° L 211 de 20. 7. 1982, p. 1.

⁽³⁾ DO n° L 124 de 8. 6. 1970, n° 1.

⁽⁴⁾ DO n° L 377 de 31. 12. 1986, p. 31.

⁽⁵⁾ DO n° L 38 de 8. 2. 1977, p. 20.

- c) las cantidades en toneladas cuya exportación autorizada o realizada se efectuare en el marco de operaciones de perfeccionamiento activo o pasivo;
- d) los terceros países a los que se destinen.

La Comisión informará de ello a los Estados miembros.

Artículo 2

Para el año 1988 se establecerán los siguientes contingentes comunitarios a la exportación:

(en toneladas)		
Código NC	Designación de la mercancía	Cantidades
ex 2620	Cenizas y residuos de cobre y de sus aleaciones	28 500
ex 740400	Desperdicios y restos de cobre y de sus aleaciones	36 280

cancías que respondan a las condiciones de los artículos 9 y 10 del Tratado no hubieran entrado en la fabricación de dichos productos compensadores;

- b) cuando dichas mercancías, que no se atengan a los artículos 9 y 10 del Tratado, se exporten tras su colocación en depósitos aduaneros, con arreglo a la Directiva 69/74/CEE del Consejo, de 4 de marzo de 1969, referente a la armonización de las disposiciones legales, reglamentarias y administrativas relativas al régimen de los depósitos aduaneros⁽²⁾, o en zonas francas con arreglo a la Directiva 69/75/CEE del Consejo, de 4 de marzo de 1969, referente a la armonización de las disposiciones legales, reglamentarias y administrativas relativas al régimen de las zonas francas⁽³⁾.

Se aplicarán las letras c) y d) del apartado 3 del artículo 1.

2. Las exportaciones temporales de las mercancías contempladas en el artículo 2 se imputarán a la cuota del Estado miembro de exportación.

No obstante, según el procedimiento previsto en los apartados 2 y 3 del artículo 11 del Reglamento (CEE) nº 1023/70, podrá adoptarse una decisión que permita la no imputación mediante la utilización del régimen de perfeccionamiento pasivo establecido por el Reglamento (CEE) nº 2473/86 (4) del Consejo.

Artículo 5

El título III del Reglamento (CEE) nº 223/77 se aplicará a la circulación dentro de la Comunidad de los productos contemplados en el artículo 2.

Artículo 6

El Consejo determinará a su debido tiempo, y en todo caso antes del 31 de diciembre de 1988 las medidas que deberán tomarse tras la expiración del presente Reglamento para la exportación de los productos contemplados en los artículos 1, 2 y 3.

Artículo 7

El presente Reglamento entrará en vigor el 1 de enero de 1988 y expirará el 31 de diciembre de 1988.

Artículo 3

Los contingentes fijados en el artículo 2 se repartirán según las estimaciones de las necesidades.

Artículo 4

1. No se imputarán a la cuota del Estado miembro de exportación las exportaciones de mercancías contempladas en el artículo 2:

- a) cuando dichas mercancías se exporten en el mismo estado o como productos compensadores, como consecuencia del régimen de perfeccionamiento activo, sistema de suspensión, establecido por el Reglamento (CEE) nº 1999/85 (1), en la medida en que las mer-

(1) DO nº L 188 de 20. 7. 1985, p. 1.

(2) DO nº L 58 de 8. 3. 1969, p. 7.

(3) DO nº L 58 de 8. 3. 1969, p. 11.

(4) DO nº L 212 de 2.8.1986, p. 1.

El presente Reglamento será obligatorio en todos sus elementos y directamente aplicable en cada Estado miembro.

Hecho en Bruselas,

Por el Consejo

El Presidente

Historical Archives of the European Commission

I. Quelle est la justification principale de la mesure ?

Sauvegarder l'approvisionnement communautaire de certains déchets de métaux non ferreux.

II. Caractéristiques des entreprises concernées

En particulier :

- Y a-t-il un grand nombre de PME ? NON

- note t-on des concentrations dans des régions :

- éligibles aux aides régionales des E.M. ? NON

- éligibles au Feder ? NON

III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?

AUCUNE

IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées indirectement aux entreprises via les autorités locales ?

Limitation des exportations vers les pays tiers des entreprises exportatrices.

V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON

- Lesquelles ?

VI. Quel est l'effet prévisible ?

- sur la compétitivité des entreprises ?

Assurer le maintien de l'approvisionnement de l'industrie.

- sur l'emploi ?

Aucun.

VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON

- avis des partenaires sociaux

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

COM(87) 567 final

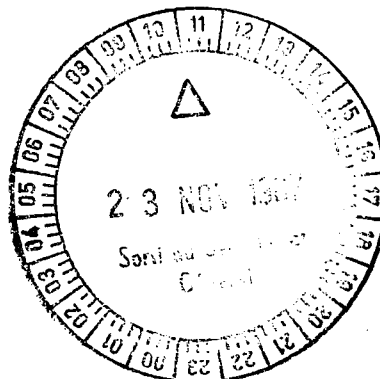
Bruxelas, 16 de Novembro de 1987

Proposta de

REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

relativo ao regime de exportação de determinados desperdícios
e sucata de metais não ferrosos

(Apresentada pela Comissão)



COM(87) 567 final

relativo ao regime de exportação de determinados desperdícios e sucata de metais não ferrosos

O CONSELHO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS,

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Económica Europeia,

Tendo em conta o Regulamento (CEE) n.º 2603/69 do Conselho, de 20 de Dezembro de 1969, que estabelece um regime comum aplicável às exportações⁽¹⁾, com a última redacção que lhe foi dada pelo Regulamento (CEE) n.º 1934/82⁽²⁾ e, nomeadamente, o seu artigo 7.º,

Tendo em conta o Regulamento (CEE) n.º 1023/70 do Conselho, de 25 de Maio de 1970, que estabelece um procedimento comum de gestão dos contingentes quantitativos⁽³⁾, com a última redacção que lhe foi dada pelo Acto de Adesão da Espanha e de Portugal e, nomeadamente, o seu artigo 2.º,

Tendo em conta a proposta da Comissão,

Considerando que as exportações de desperdícios e sucata de alumínio e de chumbo foram submetidas em 1987, através do Regulamento (CEE) n.º 4056/86⁽⁴⁾, a uma autorização prévia de exportação a emitir pelas autoridades competentes dos Estados-membros segundo determinadas regras; que esse regime cessa a 31 de Dezembro de 1987 e que é conveniente mantê-lo em 1988, a fim de poder acompanhar de perto a evolução das exportações dos produtos em questão;

Considerando que os refinadores da Comunidade continuam a enfrentar dificuldades de abastecimento quanto ao conjunto de matérias que contêm cobre; que essas dificuldades são, nomeadamente, resultado do actual estado de desequilíbrio das medidas pautais e não pautais no mercado mundial do cobre; que é assim conveniente manter em vigor em 1988 o sistema de contingentes vigente em 1987 por força do Regulamento (CEE) n.º 4052/86 em relação às exportações de cinzas e resíduos, de desperdícios e sucata de cobre;

(1) JO n.º L 324 de 27. 12. 1969, p. 25.

(2) JO n.º L 211 de 20. 7. 1982, p. 1.

(3) JO n.º L 124 de 8. 6. 1970, p. 1.

(4) JO n.º L 377 de 31.12.1986, p. 31.

Considerando que as estimativas das necessidades de abastecimento constituem um bom critério para a repartição dos referidos contingentes entre os países terceiros,

Considerando que as disposições relativas ao controlo do comércio intracomunitário previstas no Regulamento (CEE) nº 223/77 da Comissão, de 22 de Dezembro de 1976, que estabelece disposições de aplicação e medidas de simplificação do regime do trânsito comunitário⁽¹⁾, apenas se aplicam se as medidas que instituem as restrições à exportação previrem essa aplicação;

Considerando que foi consultado o Comité instituído pelo Regulamento (CEE) nº 2603/69,

ADOPTOU O PRESENTE REGULAMENTO:

Artigo 1º

1. Durante o período de 1 de Janeiro a 31 de Dezembro de 1988, as exportações de desperdícios e sucata de alumínio da subposição 760200 da Nomenclatura combinada e dos desperdícios e sucata de chumbo da subposição 780200 da referida nomenclatura, provenientes da Comunidade, ficam sujeitas à apresentação de uma autorização de exportação a emitir pelas autoridades competentes dos Estados-membros. Esta autorização deve ser emitida sem encargos para todas as quantidades pedidas, sob reserva das disposições seguintes.

2. A autorização de exportação é emitida no prazo máximo de quinze dias úteis após a apresentação do pedido, mediante apresentação pelo requerente de um contrato de venda relativo ao conjunto das quantidades para as quais solicita autorização.

A autorização é válida por dois meses.

3. Cada Estado-membro comunicará à Comissão nos quinze primeiros dias de cada mês:

- a) As quantidades em toneladas e os preços dos produtos objecto de autorizações de exportação emitidas durante o mês anterior;
- b) As quantidades em toneladas dos produtos objecto de exportações durante o mês anterior ao mês referido na alínea a);

⁽¹⁾ JO nº L 38 de 8. 2. 1977, p. 20.

- c) As quantidades em toneladas dos produtos cuja exportação autorizada ou concretizada se efectua no âmbito de operações de aperfeiçoamento activo ou passivo;
- d) Os países terceiros de destino.

A Comissão transmitirá estas informações aos Estados-membros.

Artigo 2º

São instaurados os seguintes contingentes comunitários de exportação para o ano de 1988:

(Em toneladas)		
Posição da Nomenclatura Combinada	Designação das mercadorias	Quantidades
ex 2620	Cinzas e resíduos de cobre e das suas ligas	28 500
ex 740400	Desperdícios e sucata de cobre e das suas ligas	36 280

Artigo 3º

Os contingentes fixados no artigo 2º serão repartidos segundo as estimativas das necessidades.

Artigo 4º

1. As exportações de mercadorias referidas no artigo 2º não são imputadas na quota-parte do Estado-membro de exportação:

- a) Quando estas mercadorias são exportadas, no estado inalterado ou enquanto produtos compensadores, na sequência do regime de aperfeiçoamento activo, sistema de suspensão, previsto no Regulamento (CEE) nº 1999/85 ⁽¹⁾, na medida em que mercadorias

⁽¹⁾ JO nº L 188 de 20. 7. 1985, p. 1.

que preencham as condições dos artigos 9º e 10º do Tratado não tenham entrado no fabrico dos referidos produtos compensadores;

- b) Quando estas mercadorias, não conformes aos artigos 9º e 10º do Tratado, são exportadas na sequência da sua colocação nos entrepostos aduaneiros, nos termos da Directiva 69/74/CEE do Conselho, de 4 de Março de 1969, relativa à harmonização das disposições legislativas, regulamentares e administrativas relativas ao regime de entrepostos aduaneiros ⁽²⁾, ou em zonas francas, nos termos da Directiva 69/75/CEE do Conselho, de 4 de Março de 1969, relativa à harmonização das disposições legislativas, regulamentares e administrativas relativas ao regime das zonas francas ⁽³⁾.

O nº 3, alíneas c) e d), do artigo 1º é aplicável.

2. As exportações temporárias das mercadorias referidas no artigo 2º são imputadas na quota-parte do Estado-membro de exportação.

Contudo, através do procedimento previsto nos nºs 2 e 3 do artigo 11º do Regulamento 1023/70, pode ser adoptada uma decisão que autorize a não imputação por utilização do regime de aperfeiçoamento passivo previsto pelo Regulamento (CEE) nº 2473/86 ⁽⁴⁾.

do Conselho

Artigo 5º

O Título III do Regulamento (CEE) nº 223/77 aplica-se à circulação na Comunidade dos produtos referidos no artigo 2º

⁽²⁾ JO nº L 58 de 8. 3. 1969, p. 7.

⁽³⁾ JO nº L 58 de 8. 3. 1969, p. 11.

⁽⁴⁾ JO nº L 212 de 2.8.1986, p. 1.

Artigo 6º

O Conselho determinará oportunamente, e em qualquer caso antes de 31 de Dezembro de 1988, as medidas que devem ser tomadas após a cessação de vigência do presente regulamento em relação à exportação dos produtos referidos nos artigos 1º e 2º.

Artigo 7º

O presente regulamento entra em vigor em 1 de Janeiro de 1988 e cessa em 31 de Dezembro de 1988.

O presente regulamento é obrigatório em todos os seus elementos e directamente aplicável em todos os Estados-membros.

Feito em Bruxelas, em

Pelo Conselho

O Presidente

I. Quelle est la justification principale de la mesure ?

Sauvegarder l'approvisionnement communautaire de certains déchets de métaux non ferreux.

II. Caractéristiques des entreprises concernées

En particulier :

- Y a-t-il un grand nombre de PME ? NON

- note t-on des concentrations dans des régions :

- éligibles aux aides régionales des E.M. ? NON

- éligibles au Feder ? NON

III. Quelles sont les obligations imposées directement aux entreprises ?

AUCUNE

IV. Quelles sont les obligations susceptibles d'être imposées indirectement aux entreprises via les autorités locales ?

Limitation des exportations vers les pays tiers des entreprises exportatrices.

V. Y a-t-il des mesures spéciales pour les PME ? NON

- Lesquelles ?

VI. Quel est l'effet prévisible ?

- sur la compétitivité des entreprises ?

Assurer le maintien de l'approvisionnement de l'industrie.

- sur l'emploi ?

Aucun.

VII. Les partenaires sociaux ont-ils été consultés ? NON

- avis des partenaires sociaux